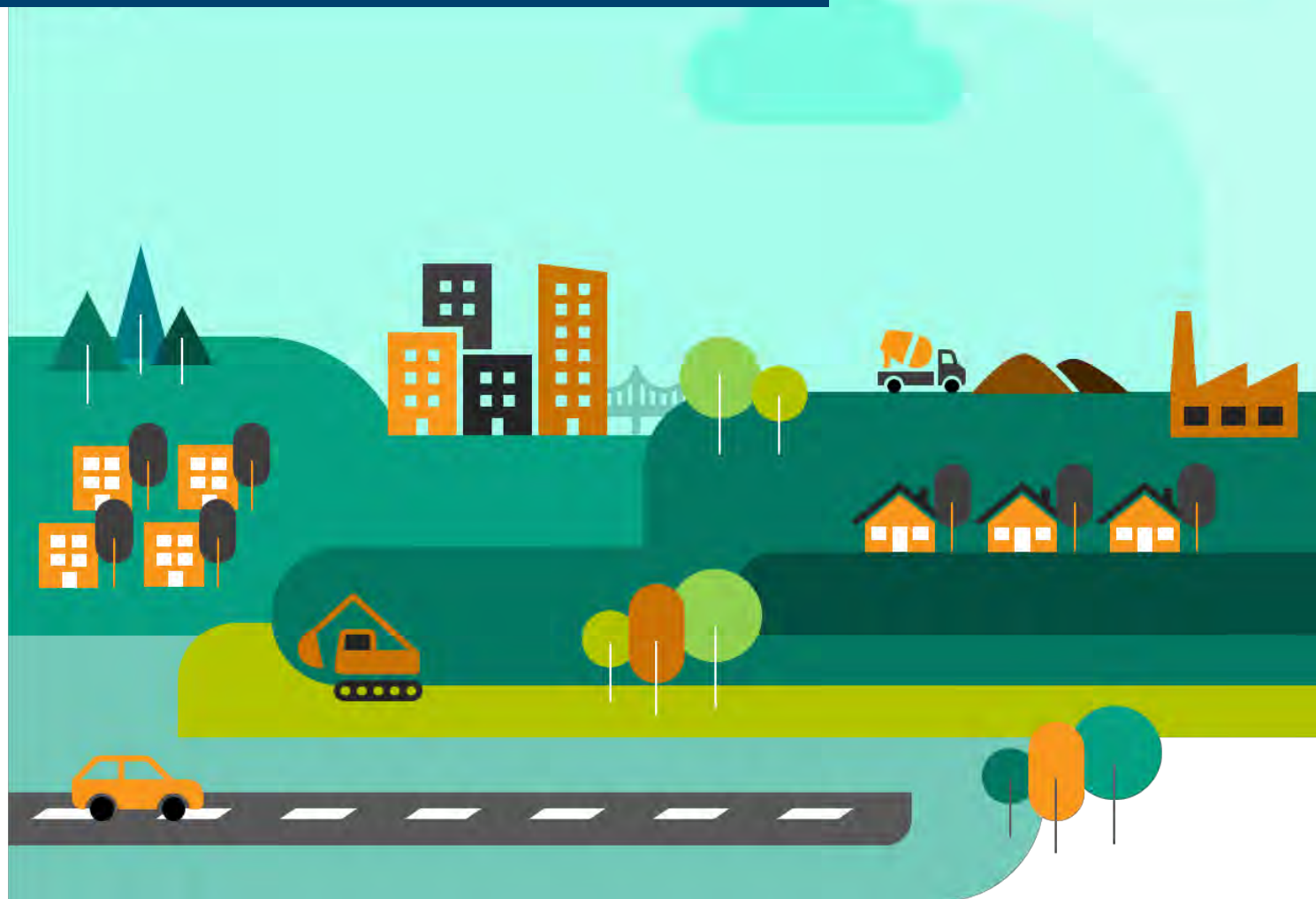


Provence-Alpes-Côte d'Azur

BIBLIOTHÈQUE D'ANALYSES CONJONCTURELLES FILIERE CONSTRUCTION



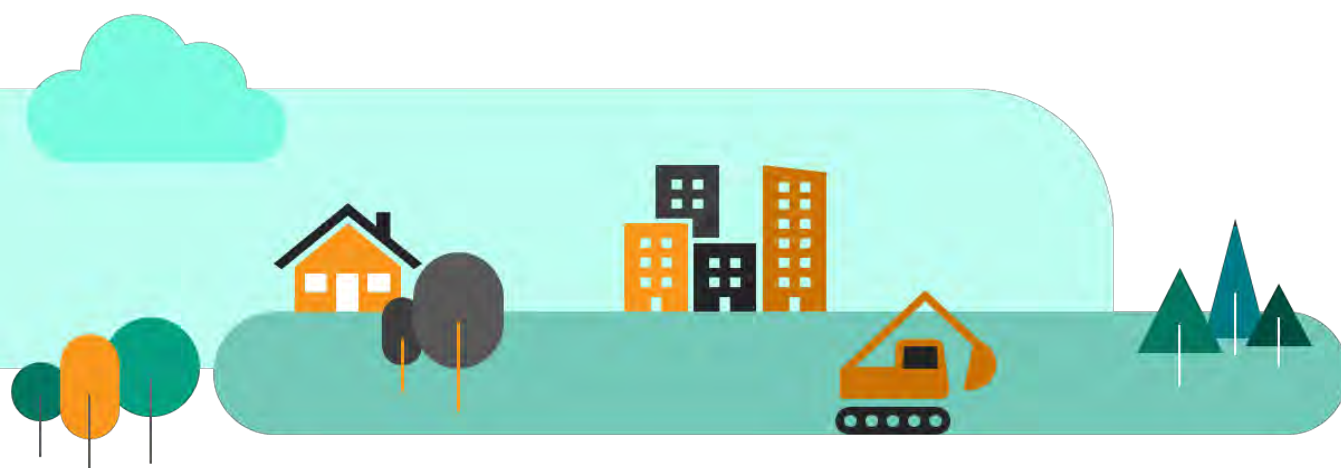
Édition du 18-06-2026

VISION D'ENSEMBLE

Provence-Alpes-Côte d'Azur

		Evol N-1	
Autorisations logements	26 500 logts	+9,9%	▲
Mises en chantier logements	20 000 logts	+3,9%	▲
Mise en ventes de logements	4 880 logts	-6,7%	▼
Réservations de logements	5 050 logts	-6,9%	▼
Autorisations locaux	2 266 mill. m ²	-16,0%	▼
Mises en chantier locaux	1 239 mill. m ²	+3,8%	▲
Activité du trimestre Entretien-Rénovation		-3,1%	▼
Activité du trimestre Travaux Publics		-3,0%	▼
Activité cumulée Travaux Publics		-3,0%	▼
BPE	2 609 030 m ³	-12,6%	▼
Granulats	16 590 kt	-5,0%	▼
Nombre Appels Offre publiés	4 430 AO	-7,0%	▼
Montant Appels Offre publiés	6,6 Md€	-10,3%	▼
Salariés	117 093 sal.	-1,4%	▼
Intérimaires	11 206 ETP	-7,8%	▼
Dem. d'emplois	19 243 DEFM	-10,5%	▼
Défaillances	1 360 ent.	-9,4%	▼

- Autorisations et mises en chantier de logements au cours des 12 derniers mois à fin avril 2026
- Autorisations et mises en chantier de locaux au cours des 12 derniers mois à fin avril 2026
- Mises en vente et réservations de logements neufs au cours des 12 derniers mois à fin mars 2026
- Activité entretien-rénovation : évolution du chiffre d'affaires au 1er trim. 2026 comparé au 1er trim. 2025
- Activité Travaux Publics : évolution du chiffre d'affaires au 1er trim. 2026 comparé au 1er trim. 2025 en valeur
- Activité cumulée Travaux Publics : évolution du chiffre d'affaires cumulé depuis le début de l'année au 1er trim. 2026 comparé à un an plus tôt en valeur
- BPE : production brute de BPE des 12 derniers mois à fin mars 2026
- Granulats : production brute de granulats des 12 derniers mois à fin fév. 2026
- Nombre et montants des appels d'offre travaux publiés au cours des 12 derniers mois à fin mars 2026
- Salariés : effectifs salariés, en nombre de postes, à fin 4e trim. 2025
- Intérimaires : effectifs intérimaires employés dans la Construction, en ETP brut - moyenne 3 mois à fin mars 2026
- Dem. d'emplois : demandeurs d'emploi en fin de mois de catégorie A dans la Construction à fin 1er trim. 2026
- Défaillances : nombre de défaillances d'entreprises de la Construction cumulées sur 12 mois à fin 1er trim. 2026



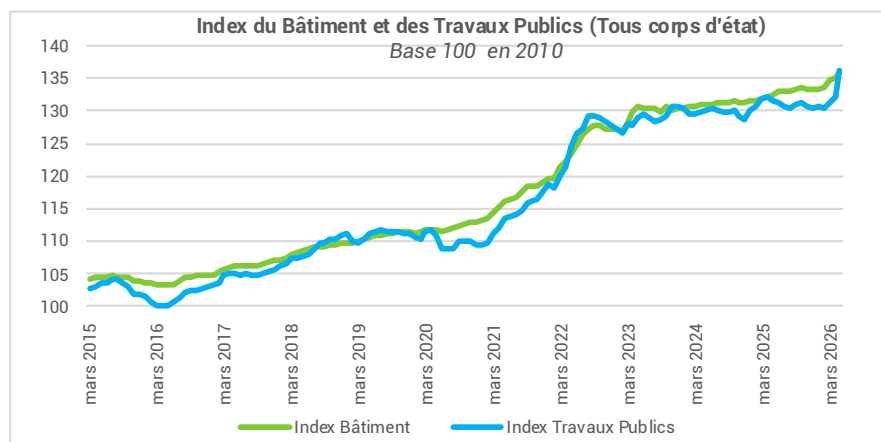


COÛT DE LA CONSTRUCTION

Index du Bâtiment et des Travaux Publics

Index du Bâtiment - Tous corps d'état - Base 2010	mars 2026 - Evol 1 an		
Index Bâtiment en mars 2026	135,9	+2,6%	▲
Index Bâtiment au cours des 3 derniers mois à fin mars 2026	135,2	+2,3%	▲
Index Bâtiment au cours des 12 derniers mois à fin mars 2026	133,8	+1,7%	▲

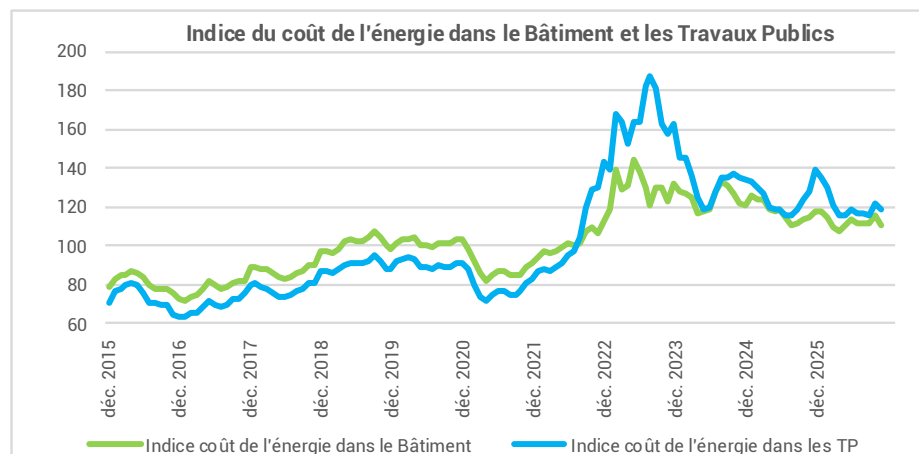
Index Travaux Publics - Index général tous travaux - Base 2010	mars 2026 - Evol 1 an		
Index Travaux Publics en mars 2026	136,3	+3,5%	▲
Index Travaux Publics au cours des 3 derniers mois à fin mars 2026	133,3	+1,0%	▲
Index Travaux Publics au cours des 12 derniers mois à fin mars 2026	131,4	+0,8%	=



Indice du coût de l'énergie dans le Bâtiment et les Travaux Publics

Indice du coût de l'énergie dans le Bâtiment	déc. 2025 - Evol 1 an		
Indice coût de l'énergie dans le Bâtiment en déc. 2025	111,0	-3,1%	▼
Indice coût de l'énergie dans le Bâtiment au cours des 3 derniers mois à fin déc. 2025	112,7	-0,4%	=
Indice coût de l'énergie dans le Bâtiment au cours des 12 derniers mois à fin déc. 2025	112,8	-4,4%	▼

Indice du coût de l'énergie dans les Travaux Publics	déc. 2025 - Evol 1 an		
Indice coût de l'énergie dans les Travaux Publics en déc. 2025	119,2	-7,2%	▼
Indice coût de l'énergie dans les Travaux Publics au cours des 3 derniers mois à fin déc. 2025	118,8	-3,8%	▼
Indice coût de l'énergie dans les Travaux Publics au cours des 12 derniers mois à fin déc. 2025	122,0	-1,3%	▼



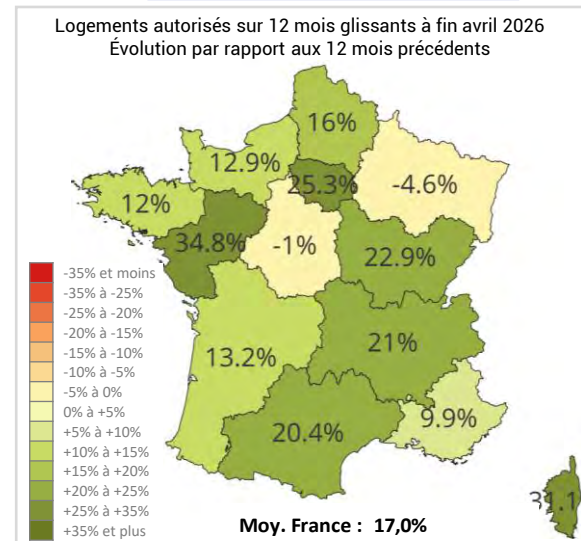
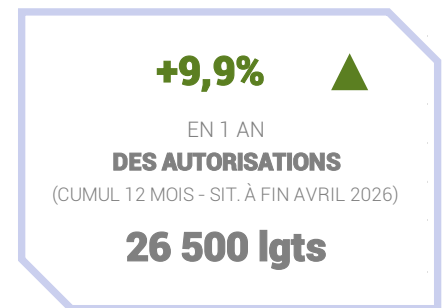
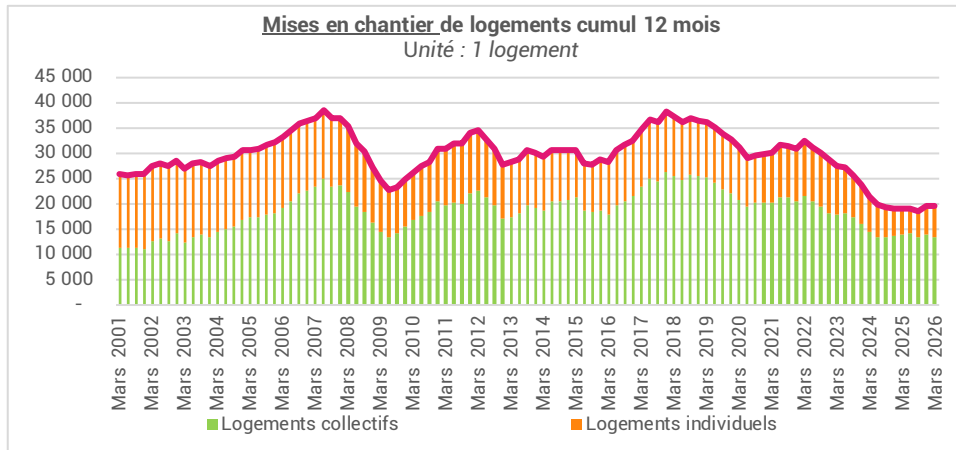
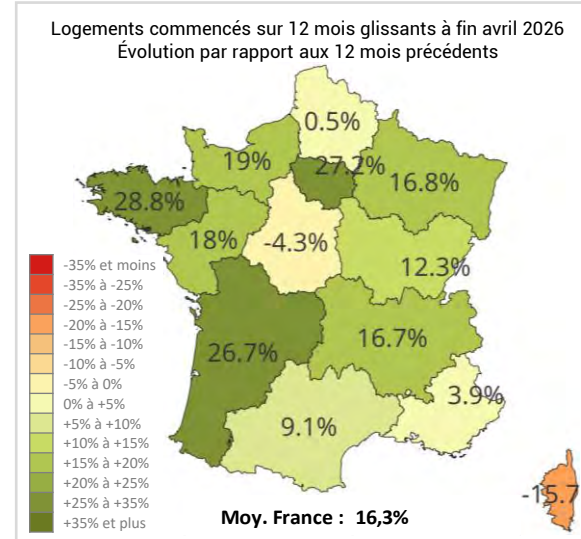
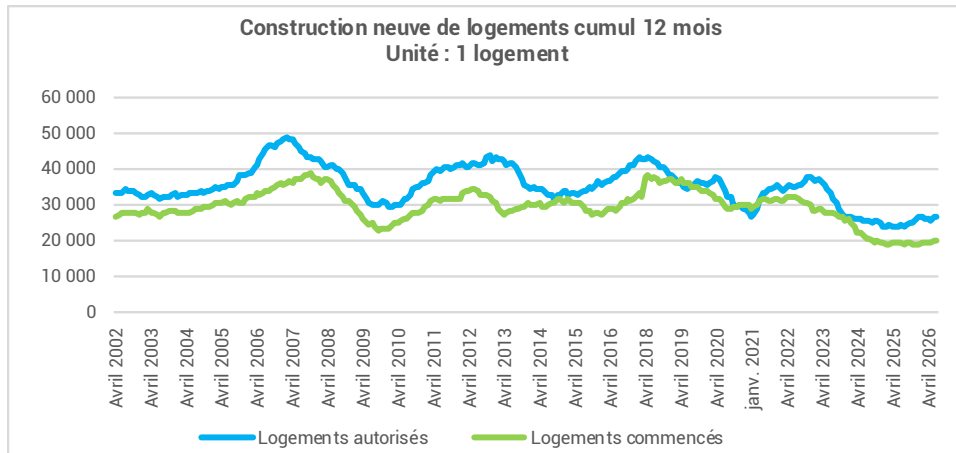
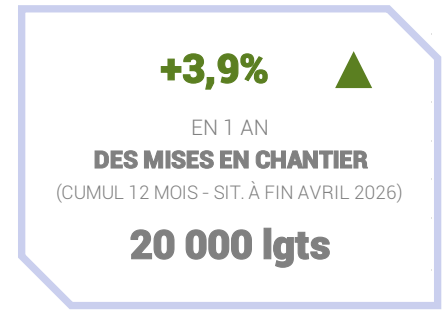
Sources :
INSEE





Construction de logements neufs

La construction neuve de logements (date réelle estimée)	Cumul 12 mois à fin avril 2026 Evol 1 an		
Total logements commencés	20 000 lgts	+3,9%	▲
Dont individuels purs	4 300 lgts	+25,4%	▲
Dont individuels groupés	2 400 lgts	+40,0%	▲
Dont collectifs (y compris résidences)	13 300 lgts	-5,6%	▼
Total logements autorisés	26 500 lgts	+9,9%	▲
Dont individuels purs	5 500 lgts	+24,1%	▲
Dont individuels groupés	3 000 lgts	+28,3%	▲
Dont collectifs (y compris résidences)	18 000 lgts	+3,8%	▲



Alertes : Dans les tableaux, en raison des arrondis, des totaux peuvent légèrement différer de la somme des éléments qui les composent.

Du fait d'une collecte de données plus parcellaire sur les mises en chantier, ces données sont davantage sujet à caution.

À compter de mars 2026, les données sur la construction neuve de logements sont produites à partir du dispositif Sitadel3, qui remplace Sitadel2. Ce nouveau dispositif a conduit à réviser légèrement les données publiées.

Les logements mis en chantier sont en hausse de +3,9% en cumul 12 mois à fin avril 2026, enregistrant 20 000 logements commencés. Cette hausse est portée par les segments individuels pur et groupé. Le segment collectif (y compris les résidences) est quant à lui en repli de -5,6%.

Sur la même période, 26 500 logements autorisés ont été enregistrés, soit une hausse de +9,9% en un an. Cette hausse concerne tous les types de logements.

Pour autant, les volumes de mises en chantier et d'autorisations restent bien en-deçà de ce qui était observé par le passé.

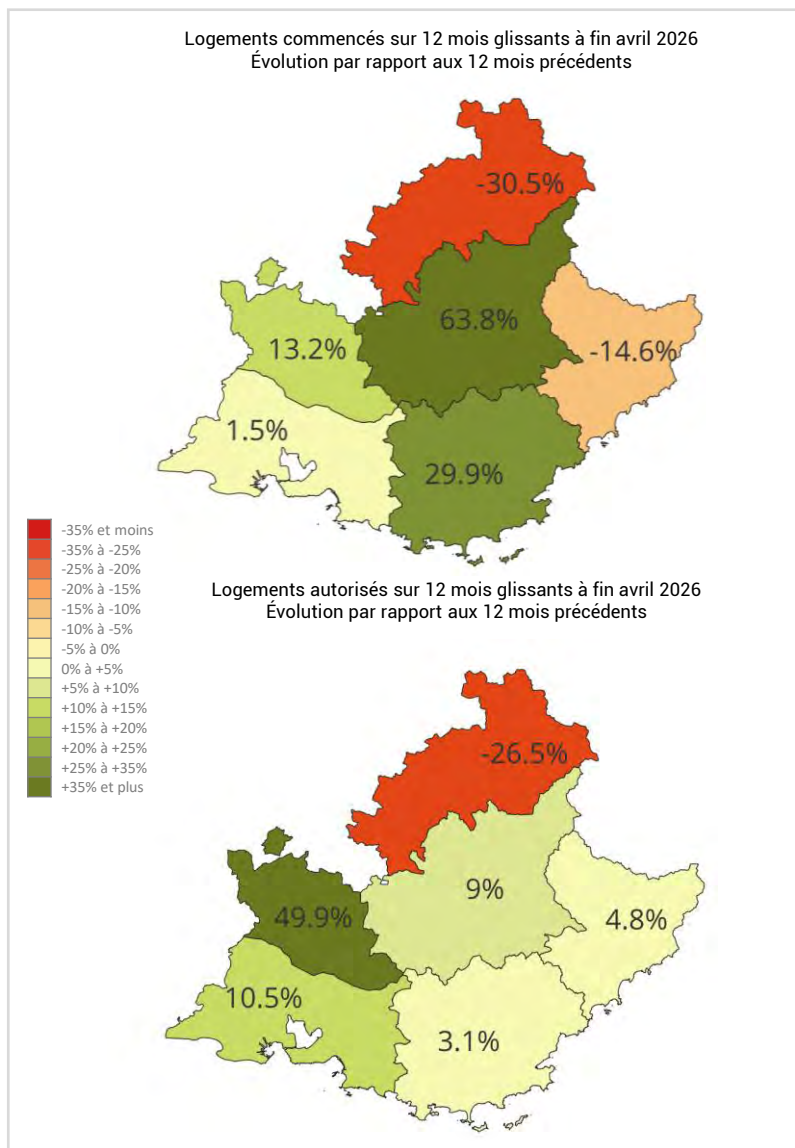
Sources :

SDES*, Sit@del2, Estimations

*Service des données et études statistiques



Construction de logements neufs



La dynamique de la construction résidentielle neuve révèle une reprise contrastée selon les départements.

Au niveau des mises en chantier, les **Alpes-de-Haute-Provence** et le **Var** affichent une progression particulièrement soutenue (respectivement +64% et +30% en un an à fin avril 2026). Le **Vaucluse** et les **Bouches-du-Rhône** enregistrent également une croissance, quoique plus modérée (respectivement +13% et +2% sur les douze derniers mois à fin avril 2026 par rapport aux douze mois précédents). À l'inverse, les **Hautes-Alpes** et les **Alpes-Maritimes** connaissent un net recul des mises en chantier (respectivement -31% et -15% en un an à fin avril 2026), illustrant une relance régionale à deux vitesses.

Au niveau des autorisations, le **Vaucluse** enregistre une forte hausse des logements autorisés (+50% sur douze mois à fin avril 2026), signe d'un probable redémarrage de l'activité dans les mois à venir. Le département des **Bouches-du-Rhône** affiche également une dynamique positive (+11% en un an à fin avril 2026), tout comme les **Alpes-de-Haute-Provence** (+9% entre mai 2025 et avril 2026 par rapport aux douze mois précédents), tandis que la croissance est plus contenue dans les **Alpes-Maritimes** et le **Var** (respectivement +5% et +3% sur un an à fin avril 2026). À l'inverse, les **Hautes-Alpes** connaissent un net repli des autorisations (-27% de logements autorisés sur un an à fin avril 2026).

Avertissements : Du fait d'une collecte de données plus parcellaire sur les mises en chantier, ces données sont davantage sujet à caution.

À compter de mars 2026, les données sur la construction neuve de logements sont produites à partir du dispositif Sitadel3, qui remplace Sitadel2. Ce nouveau dispositif a conduit à réviser légèrement les données publiées.

Sources :
SDES*, Sit@del2, Estimations

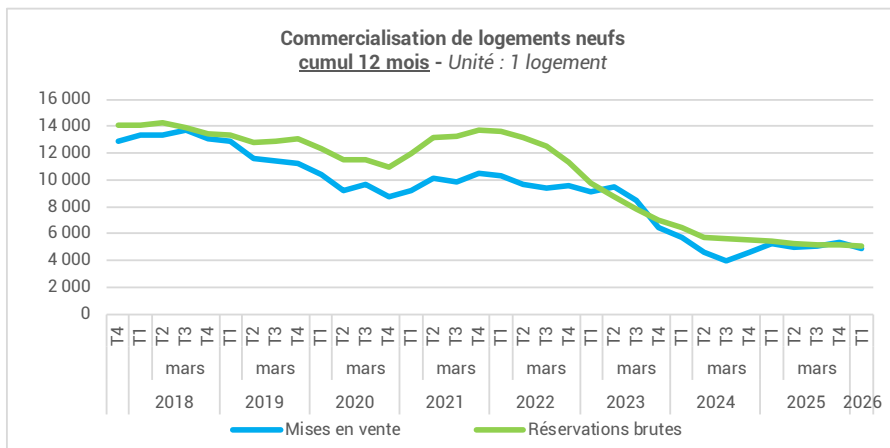
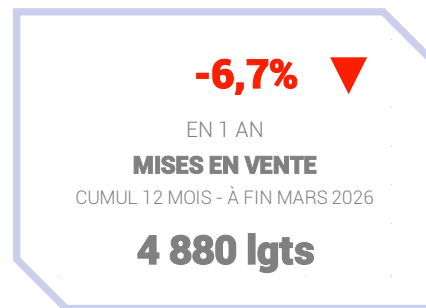
*Service des données et études statistiques



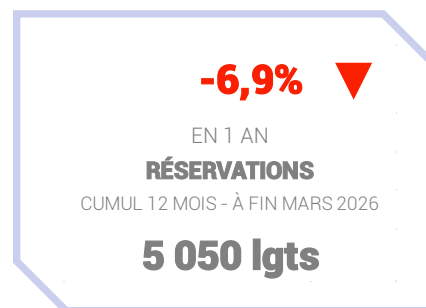
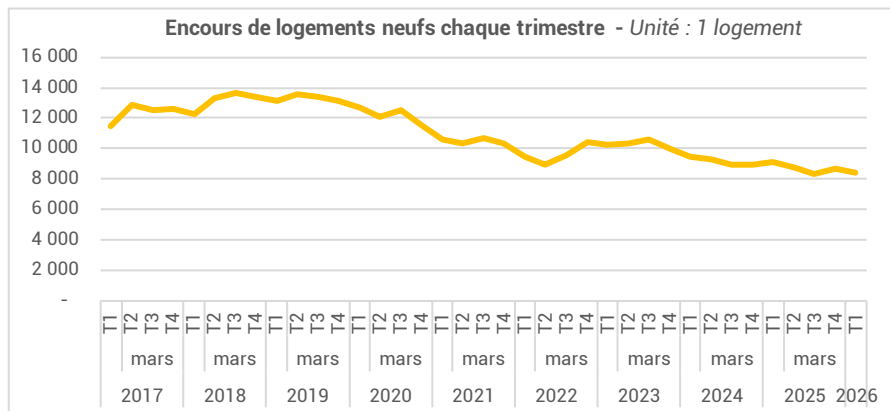
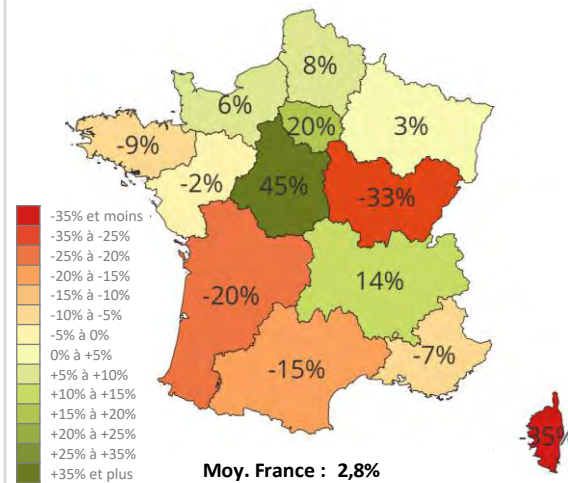


Commercialisation de logements neufs

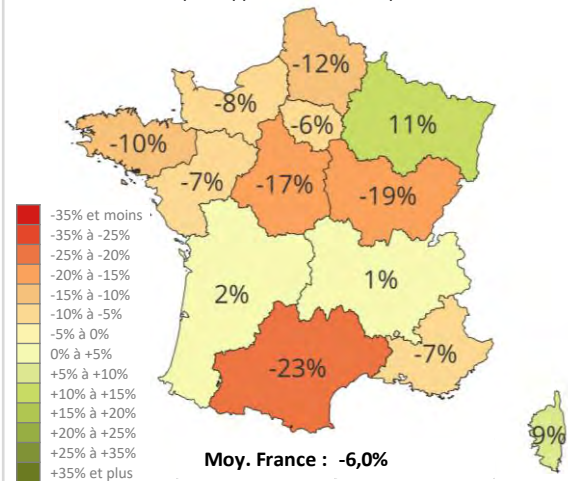
La commercialisation de logements neufs aux particuliers	1 ^{er} trimestre 2026 - Evol 1 an		
Commercialisation au cours des 4 derniers trimestres			
Mises en vente ⁽¹⁾	4 880 lgts	-6,7%	▼
Dont collectifs	4 590 lgts	-7,2%	▼
Dont individuels	280 lgts	+1,4%	▲
Réservations	5 050 lgts	-6,9%	▼
Dont collectifs	4 780 lgts	-6,5%	▼
Dont individuels	270 lgts	-14,9%	▼
Vente en bloc	6 290 lgts	-15,7%	▼



Logements neufs mis en vente sur 12 mois glissants à fin mars 2026 – Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Logements neufs réservés sur 12 mois glissants à fin mars 2026 – Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Avertissement : L'enquête ECLN couvre les permis de 5 logements et plus destinés à la vente aux particuliers

Mises en vente : nouveaux logements proposés à la commercialisation au cours du trimestre

Réservations : réservations à la vente avec dépôts d'arrhes

Stock disponible : logements proposés à la vente non encore réservés

Les mises en vente de logements neufs continuent de s'effondrer : 4 880 logements ont été commercialisés par les promoteurs sur les douze derniers mois à fin mars 2026, un volume en repli de -6,7% en un an et qui repasse sous la barre des 5 000 unités pour la cinquième fois en 8 trimestres (ce n'était jamais arrivé avant 2024). Même en période de confinement, deux fois plus de logements neufs étaient mis en vente, tandis que l'on approchait les 14 000 unités annuelles en 2018 (soit quasiment trois fois plus qu'aujourd'hui).

Dans la même logique, les réservations continuent de ralentir : à fin mars, sur 12 mois, on enregistrait 5 050 réservations, soit un volume encore en baisse de -6,9% en un an et presque trois fois moins élevé qu'en 2017-2019 (période de taux bas).

Les ventes en bloc, qui avaient fortement soutenu le marché ces derniers mois, sont également en baisse sur la période (-23%). Elles continuent toutefois de représenter plus de moitié des ventes réalisées ces quatre derniers trimestres.

Sources :

SDES*, ECLN (données brutes)

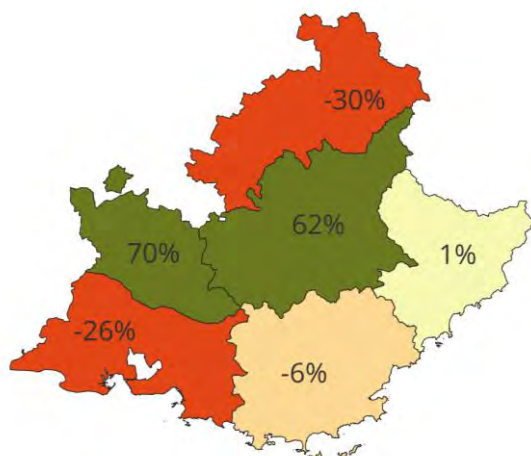
*Service des données et études statistiques



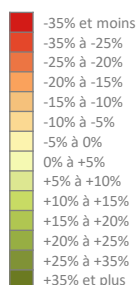
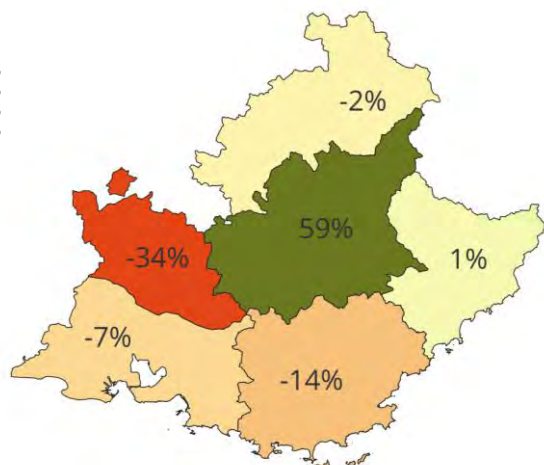


Commercialisation de logements neufs

Logements neufs mis en vente sur 12 mois glissants à fin mars 2026
Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Logements neufs réservés sur 12 mois glissants à fin mars 2026
Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Le département des **Alpes-de-Haute-Provence** enregistre une progression conjointe des mises en vente et des réservations sur un an, même si on est ici sur de faibles volumes (respectivement +62% et +59% en un an à fin mars 2026).

De même, le **Vaucluse** affiche une progression de +70% des commercialisations sur les douze derniers mois (progression qui se fait depuis un point historiquement bas), même si les réservations ne redémarrent toujours pas (-34% en un an).

Dans les **Hautes-Alpes**, l'activité reste dégradée (-30% de logements mis en vente et -2% de logements réservés sur les douze derniers mois à fin mars 2026).

Dans les **Alpes-Maritimes**, l'activité de promotion immobilière stagne à un niveau bas avec une stabilisation des logements mis en vente et réservés sur un an (+1%).

Dans le **Var** et les **Bouches-du-Rhône**, la commercialisation de logements neufs repart à la baisse au premier trimestre 2026 après avoir fini l'année 2025 en positif, affichant un niveau encore en repli sur douze mois glissants (respectivement -26% et -6%). Les réservations continuent quant à elles de fondre dans ces deux départements moteurs de la promotion immobilière régionale (respectivement -7% et -14%).

Sources :
SDES*, ECLN (données brutes)
*Service des données et études statistiques



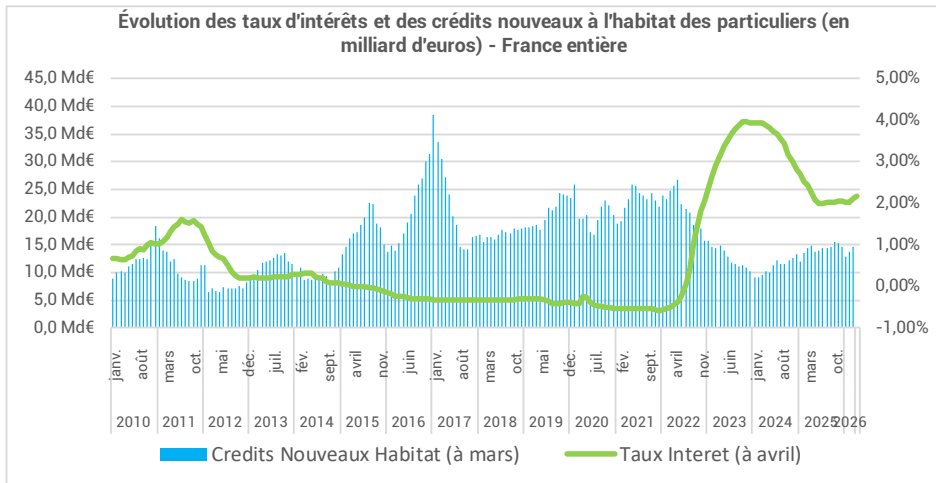


Crédits à l'habitat et prêts à taux zéro

Crédits à l'habitat

Crédits nouveaux à l'habitat (M€) Cumul 3 mois (évol. 1 an) (à fin mars 2026)	41 200 M€	+3,0%	▲
Taux d'intérêt (évol. 1 mois) (à fin avril 2026)	2,175%	0,07 pt	▲

Les statistiques concernant les crédits à l'habitat incluent les prêts aidés et les renégociations de contrats.



Sur l'ensemble du pays, 41,2 Md€ de crédits nouveaux (tous achats immobiliers confondus) ont été délivrés aux particuliers par les banques françaises au 1^{er} trimestre 2026, un volume qui poursuit sa lente progression (+3% en un an).

Après une petite période de stabilité, les taux d'intérêts semblent repartir à la hausse en avril, dans le sillage d'un contexte géopolitique de nouveau dégradé (le taux moyen sur le marché concurrentiel pour des prêts immobiliers s'affichait à 2,175% en avril 2026, en hausse de +0,07 points en un mois).

Prêts à 0% PTZ+	4 ^e trimestre 2025 - Evol 1 an		
Dans le neuf			
Nombre de prêts délivrés	1 153	+87,2%	▲
Nombre de prêts délivrés cumul 4 trim	2 818	+53,5%	▲
Dans l'ancien			
Nombre de prêts délivrés	139	+71,6%	▲
Nombre de prêts délivrés cumul 4 trim	312	+33,3%	▲

Le prêt à taux zéro est un dispositif de soutien à l'accession à la propriété des ménages dont les ressources ne dépassent pas les plafonds en vigueur. Un prêt à taux zéro peut être accordé pour l'acquisition d'un logement ancien à réhabiliter en zone détendue avec gain énergétique, l'acquisition ou la construction d'un logement neuf (appartement ou maison) sur tout le territoire, l'acquisition d'un logement social vendu par le bailleur à son occupant, l'acquisition d'un logement réalisée dans le cadre d'un contrat de location-accession, l'acquisition de droits réels immobiliers dans le cadre d'un bail réel solidaire, l'acquisition d'un logement dans le cadre d'un contrat d'accession à la propriété avec un taux réduit de TVA ou encore la transformation d'un local existant en logement.

En 2025, le nombre de prêts à taux zéro délivrés a progressé de moitié, tous segments confondus (neuf et ancien). Cette hausse est portée par la réforme du PTZ, entrée en vigueur le 1^{er} avril 2025 et qui a étendu son éligibilité à tous les logements neufs du territoire français et a autorisé son cumul avec MaPrimeRénov' pour l'acquisition d'un logement ancien.

+3,0%



EN 1 AN
CRÉDITS NOUVEAUX À L'HABITAT – FRANCE ENTIÈRE
CUMUL 3 MOIS – À FIN MARS 2026
41 200 M€

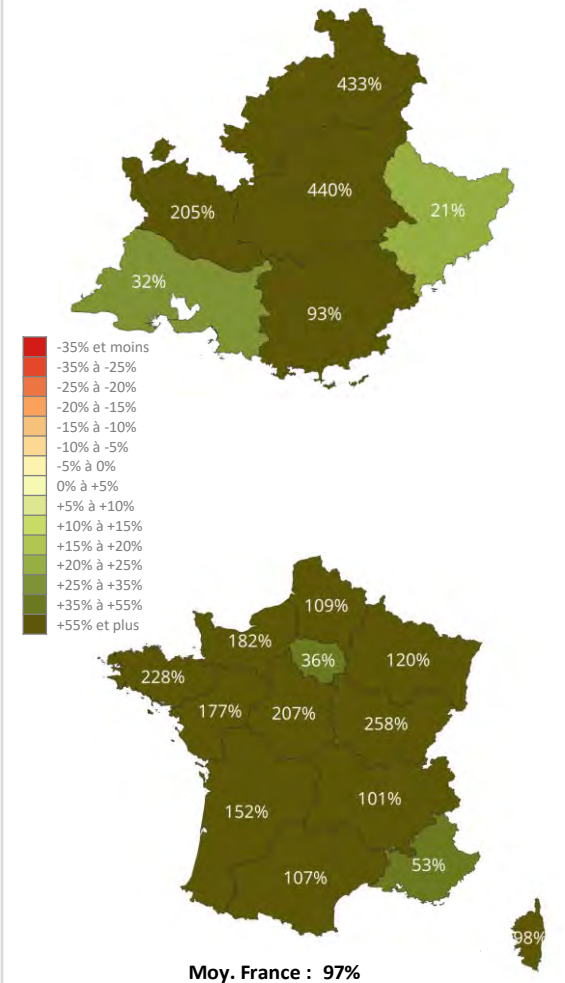
Source :
Banque de France

+53,5%



EN 1 AN
PRETS A 0% PTZ+ DISTRIBUÉS DANS LE NEUF
CUMUL 4 TRIM. – À FIN DÉC. 2025
2 818 prêts

PTZ+ distribués dans le neuf sur les 12 derniers mois à fin décembre 2025 – Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Source :
SGFGAS (données brutes)



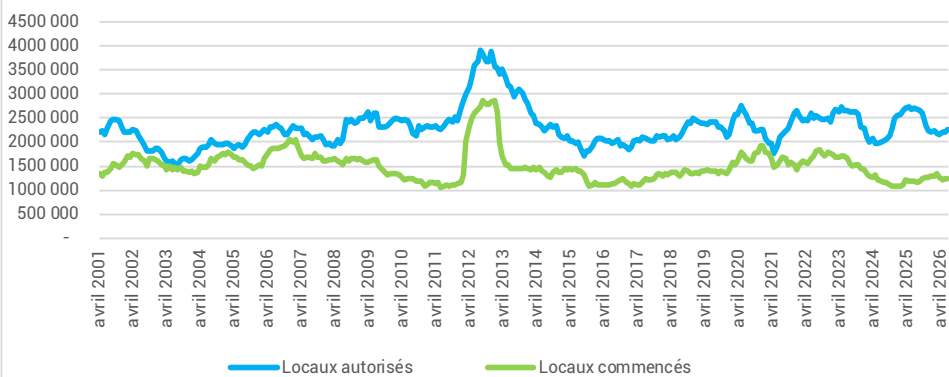


Construction de locaux neufs

Locaux mis en chantier (date de prise en compte)	Situation à fin avril 2026 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux commencés	1 239 mill. m²	+3,8%	▲
Bâtiments agricoles	377 mill. m²	+75,0%	▲
Secteur privé non agricole	636 mill. m²	-11,5%	▼
Dont locaux industriels	46 mill. m ²	-41,4%	▼
Dont commerces*	222 mill. m ²	-12,4%	▼
Dont bureaux	170 mill. m ²	+35,7%	▲
Dont entrepôts	197 mill. m ²	-24,7%	▼
Secteur public	226 mill. m²	-13,0%	▼

Locaux autorisés (date de prise en compte)	Situation à fin avril 2026 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux autorisés	2 266 mill. m²	-16,0%	▼
Bâtiments agricoles	522 mill. m²	-22,8%	▼
Secteur privé non agricole	1 321 mill. m²	-19,0%	▼
Dont locaux industriels	181 mill. m ²	-51,8%	▼
Dont commerces*	447 mill. m ²	-0,4%	=
Dont bureaux	308 mill. m ²	+6,2%	▲
Dont entrepôts	383 mill. m ²	-25,8%	▼
Secteur public	423 mill. m²	+8,6%	▲

Construction neuve de locaux cumul 12 mois
Unité : milliers de m²



Avertissements : Les statistiques de la construction neuve de locaux à usage autre qu'habitation restent pour l'instant publiées par le SDES en date de prise en compte (DPC). L'analyse de ces séries mérite donc beaucoup de précaution.

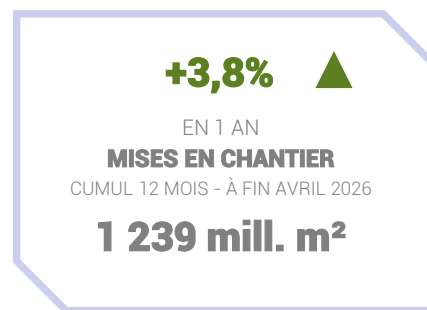
À compter de mars 2026, les données sur la construction neuve de locaux non résidentiels sont produites à partir du dispositif Sitadel3, qui remplace Sitadel2. Ce nouveau dispositif révisé légèrement les données publiées.

En outre, les secteurs d'activité présentés dorénavant sont en cohérence avec les quatre destinations indiquées dans le tableau actuel des surfaces du Cerfa « Demande de permis de construire ».

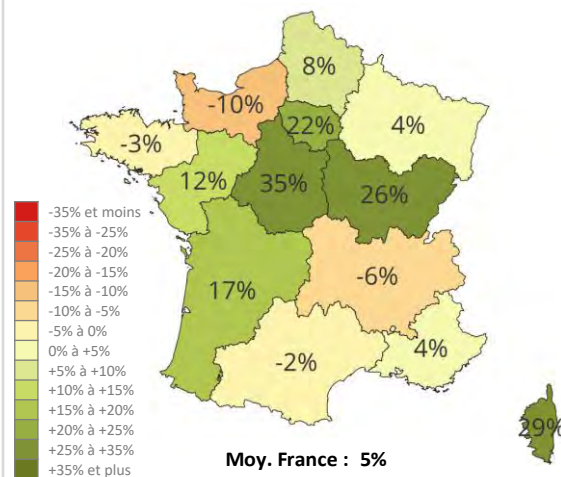
Dans le segment non-résidentiel, les mises en chantier s'affichent en légère hausse (+3,8% de surfaces commencées sur les douze derniers mois à fin avril 2026 par rapport aux douze mois précédents.), portées principalement par les bâtiments agricoles (+75% en un an à fin avril 2026), tandis que les secteurs privé non agricole (hors bureaux) et public s'affichent en repli. Le volume global des mises en chantier reste toutefois peu élevé au regard de l'historique.

En revanche, les autorisations reculent de -16% dans la région sur la période, impactées par la forte baisse du secteur industriel et logistique. Le secteur public affiche de son côté une progression des autorisations (+8,6% sur les douze derniers mois), juste avant le renouvellement des conseils municipaux.

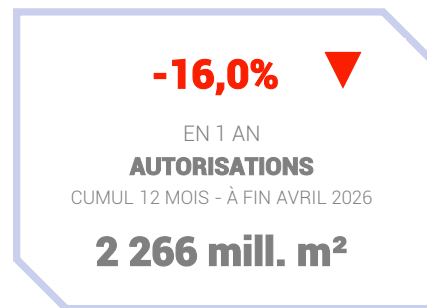
*Le secteur du commerce comprend le commerce, l'artisanat et l'hébergement/hôtellerie.



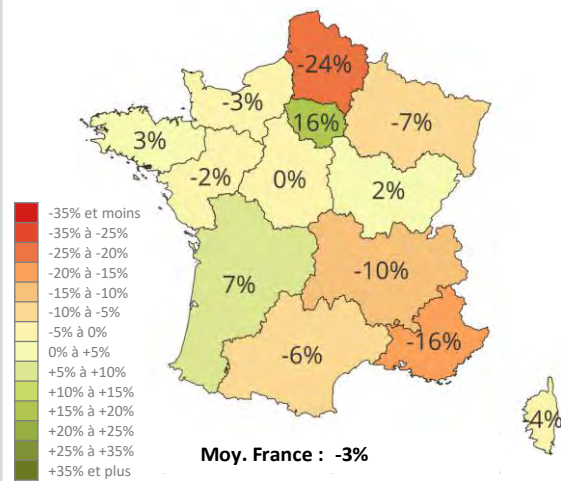
Locaux commencés sur 12 mois glissants à fin avril 2026
Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Moy. France : 5%



Locaux autorisés sur 12 mois glissants à fin avril 2026
Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Moy. France : -3%

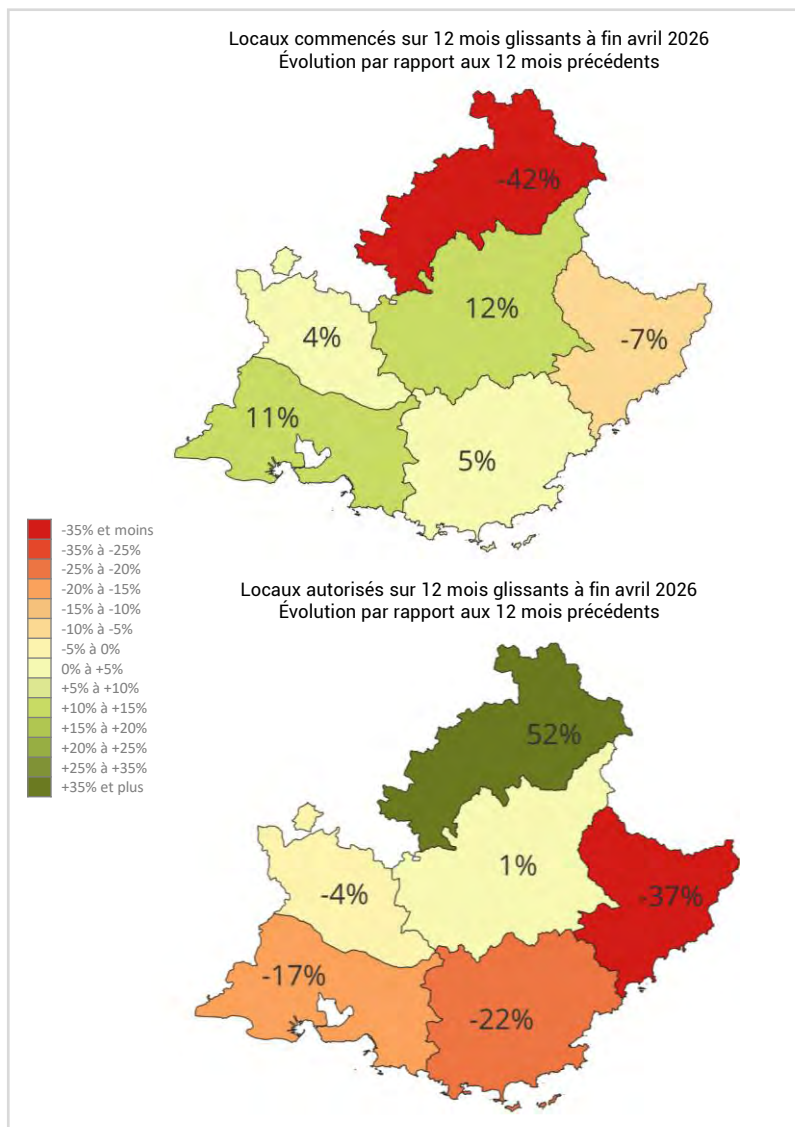
Sources :

SDES*, Sit@del2, Estimations

*Service des données et études statistiques



Construction de locaux neufs



À fin avril 2026, la dynamique de construction non-résidentielle reste inégale à l'échelle régionale : on enregistre une progression annuelle assez marquée dans les **Alpes-de-Haute-Provence** (+12%) et les **Bouches-du-Rhône** (+11%) tandis qu'elle est plus modérée dans le **var** (+5%) et le **Vaucluse** (+4%). En revanche, les mises en chantier reculent dans les **Alpes-Maritimes** (-7%) et plus encore dans les **Hautes-Alpes** (-42%).

Du côté des autorisations, seules les **Hautes-Alpes** affichent une progression (+52% en un an à fin avril 2026) tandis que le volume reste stable dans les **Alpes-de-Haute-Provence** (+1% sur la période). En revanche, dans les **quatre autres départements de la région**, la baisse des autorisations est particulièrement marquée, allant de -4% dans le Vaucluse à -37% dans les Alpes-Maritimes.

Avertissements : À compter de mars 2026, les données sur la construction neuve de locaux non résidentiels sont produites à partir du dispositif Sitadel3, qui remplace Sitadel2. Ce nouveau dispositif révisé légèrement les données publiées.

En outre, les secteurs d'activité présentés dorénavant sont en cohérence avec les quatre destinations indiquées dans le tableau actuel des surfaces du Cerfa « Demande de permis de construire ».

Sources :
SDES*, Sit@del2, Estimations

*Service des données et études statistiques

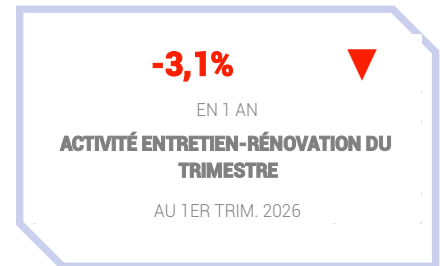
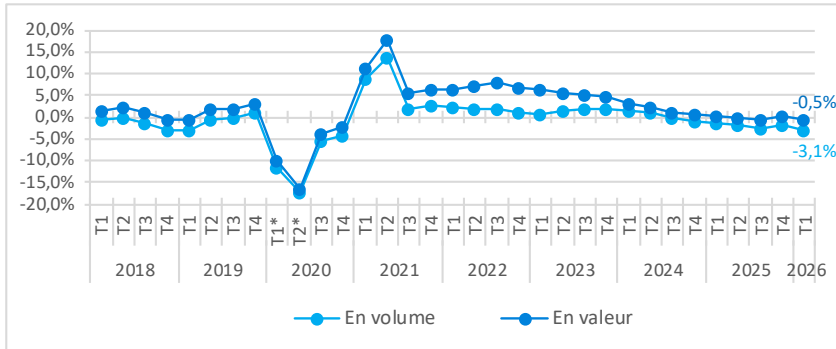




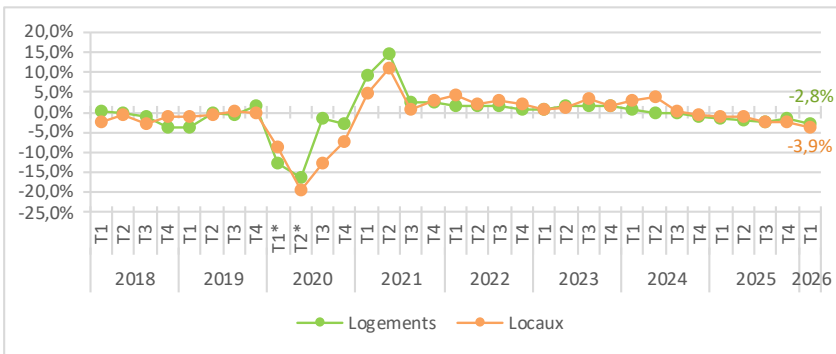
Activité entretien-rénovation

Évolution de l'activité d'entretien rénovation par rapport au même trimestre de l'année précédente

Au global

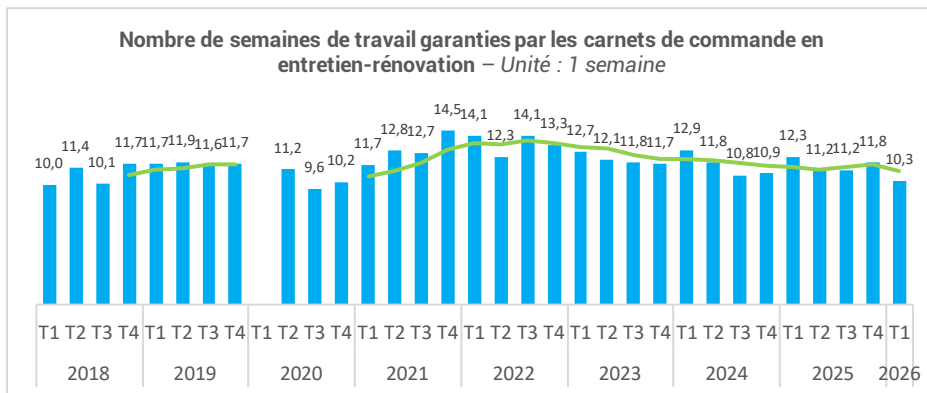
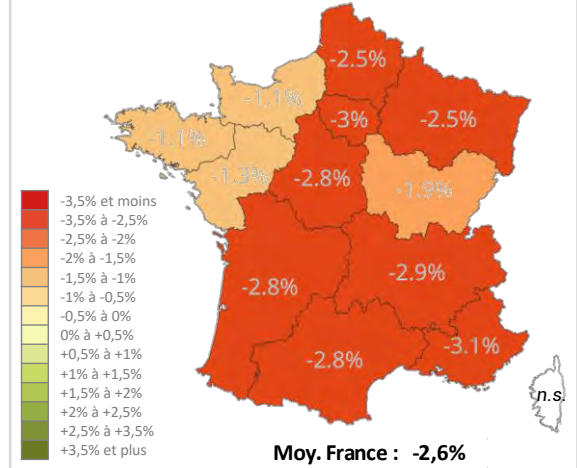


Par segment de marché



* Estimations GIE Réseau des CERC basées sur un échantillon restreint d'entreprises

Évolution par rapport au T1 2025 de l'activité entretien-rénovation (en volume de travaux facturés) enregistrée au T1 2026



L'activité entretien-rénovation recule de -3,1% en volume de travaux facturés au 1^{er} trimestre 2026 par rapport à un an plus tôt en Provence-Alpes-Côte d'Azur, septième trimestre consécutif de baisse.

Les carnets de commande en entretien-rénovation reculent également, avec 10,3 semaines de travail garanties en moyenne à fin mars 2026, soit 1 semaine et demie de moins qu'il y a trois mois et 2 semaines de moins qu'il y a un an.

*T1 2020 : Estimations GIE Réseau des CERC basées sur un échantillon restreint d'entreprises.

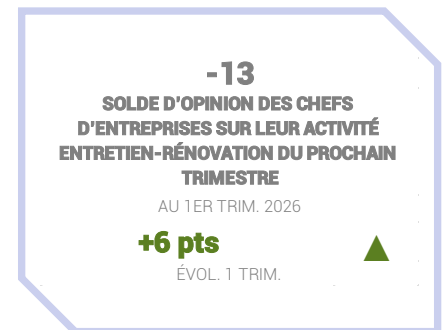
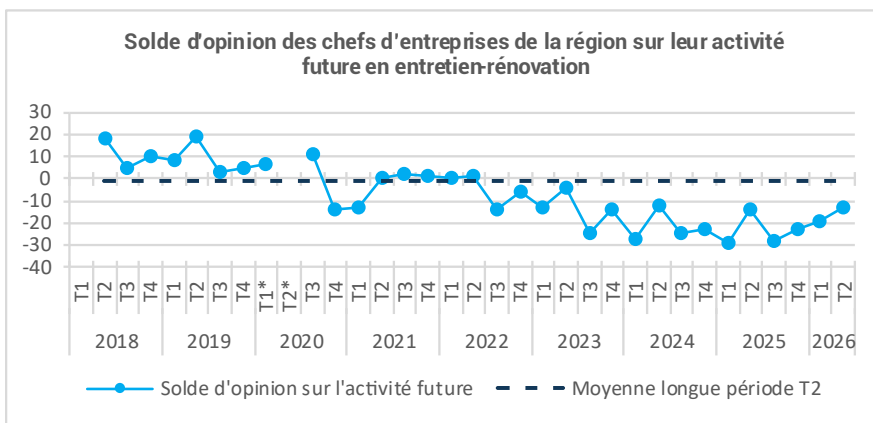
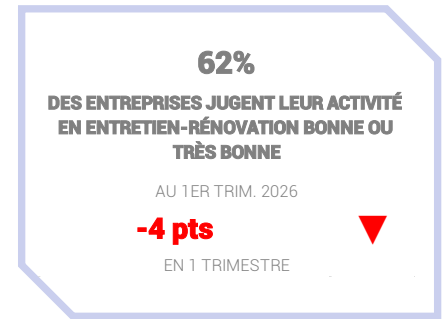
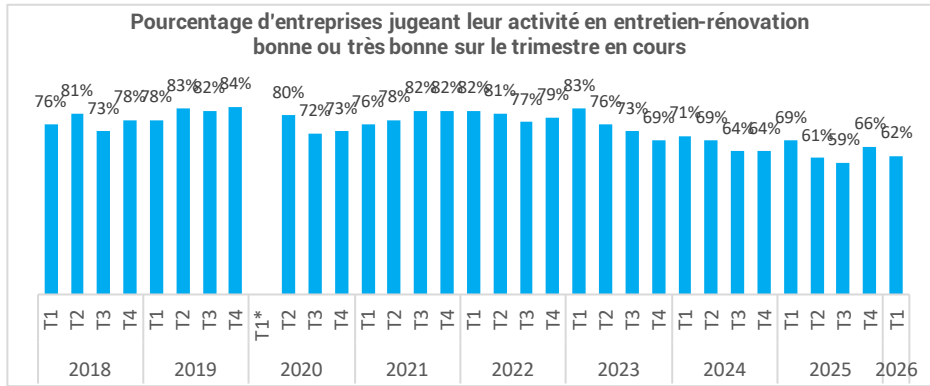
Source : Réseau des CERC, résultats enquête entretien-rénovation





BÂTIMENT

Opinion des chefs d'entreprises sur l'activité entretien-rénovation



Note : Solde d'opinion = écart entre % des réponses « en hausse » et % des réponses « en baisse ».

62% des entreprises Bâtiment de Provence-Alpes-Côte d'Azur jugent leur activité en entretien-rénovation bonne ou très bonne au 1^{er} trimestre 2026. Le niveau de satisfaction baisse de -4 points par rapport au trimestre précédent et reste bien en dessous des années précédentes : même en période de confinements, les entreprises du Bâtiment de la région étaient plus satisfaites de leur activité.

Les perspectives d'activité future s'améliorent légèrement pour les entreprises du Bâtiment de la région. Malgré un contexte d'activité en berne, le solde d'opinion progresse de +6 points ce trimestre par rapport au trimestre précédent, même s'il reste en-dessous de sa moyenne longue période.

*T1 2020 : Estimations GIE Réseau des CERC basées sur un échantillon restreint d'entreprises.

Source : Réseau des CERC, résultats enquête entretien-rénovation





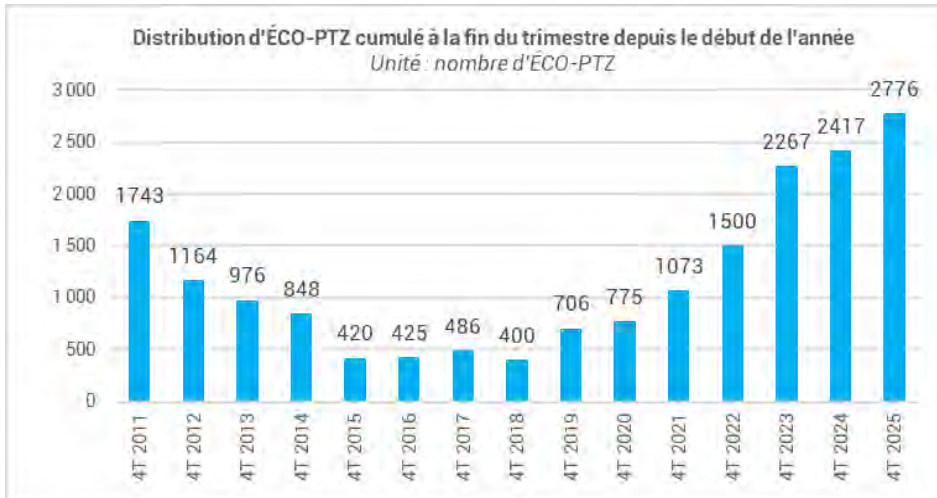
Éco-prêts à taux zéro

Travaux liés à l'ÉCO-PTZ	De janvier à la fin du 4 ^e trimestre 2025 Evol 1 an		
Volume de travaux réalisés lié à l'ÉCO-PTZ	51,49 M€	+12,5%	▲
Nombre d'ÉCO-PTZ	2 776 ÉCO-PTZ	+14,9%	▲

+12,5% ▲

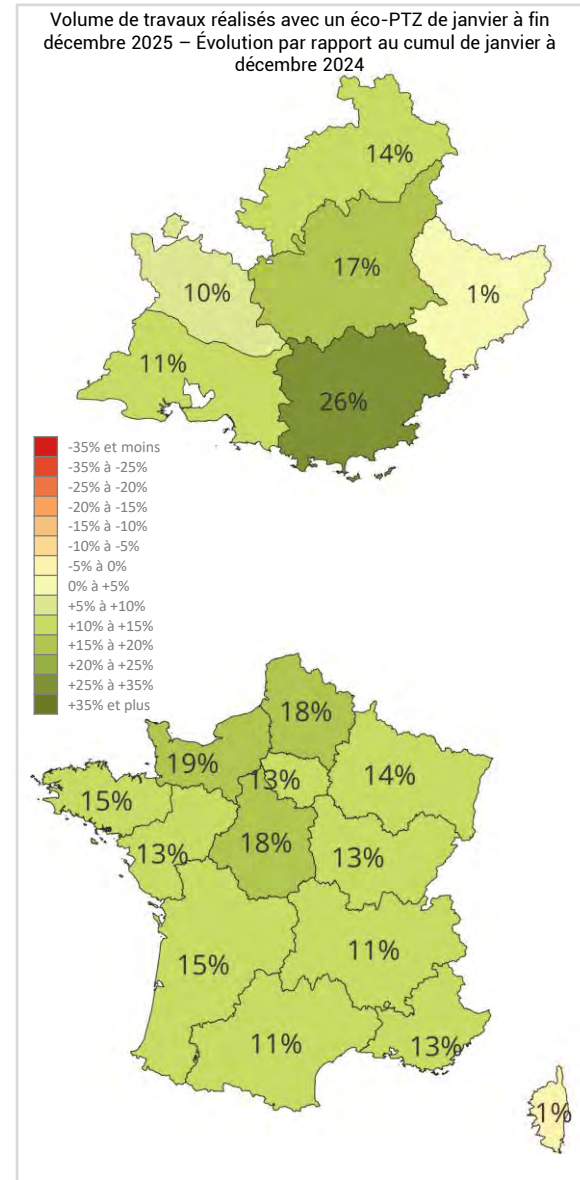
DE JANVIER À FIN DU 4^e TRIM. 2025
DU VOLUME DE TRAVAUX RÉALISÉS
 ECO-PTZ - EVOLUTION 1 AN

51,49 M€



L'éco-PTZ permet de bénéficier d'un prêt à taux zéro de 50 000 euros maximum pour financer des travaux d'éco-rénovation. Il s'adresse aux propriétaires, qu'ils habitent le logement ou qu'ils le mettent en location, et aux syndicats de copropriétaires. Les travaux doivent être réalisés par des entreprises RGE (Reconnu Garant de l'Environnement).

Depuis l'ouverture de l'éco-PTZ aux monogestes en 2019, la sollicitation de ce prêt ne cesse d'augmenter dans la région. La création en 2023 d'un éco-PTZ « MaPrimeRénov' », destiné spécifiquement au financement du reste à charge pour les ménages bénéficiant d'une subvention MaPrimeRénov', combinée à une augmentation du plafond de financement (50 000 € désormais contre 30 000 € auparavant) a accéléré la démocratisation de ce dispositif : au terme de l'année 2025, 2 776 prêts ont ainsi été accordés dans la région, plus haut volume annuel historique, pour un montant moyen de 51,49 M€.



Source : SGFGAS (données brutes)





TRAVAUX PUBLICS

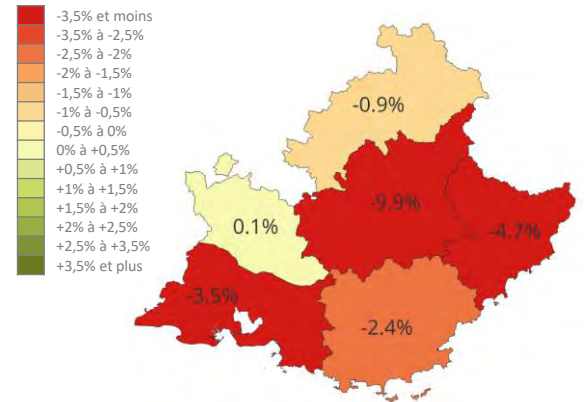
Activité Travaux Publics

L'activité dans les Travaux Publics au T1 2026	Évol. en valeur du CA du trimestre par rapport au T1 2025		Niveau du carnet de commande et évol. en valeur du CA du trimestre par rapport au T1 2025	
Ensemble	-3,0%	▼	9,5	▲
Terrassement	-5,9%	▼	8,5	▲
Route	-1,3%	▼	6,2	=
Canalisateurs	-6,5%	▼	8,2	▲
Génie civil	-2,4%	▼	16,2	▲
Travaux Electriques	2,5%	▲	6,2	▼
Autres travaux	-3,0%	▼	13,1	▲

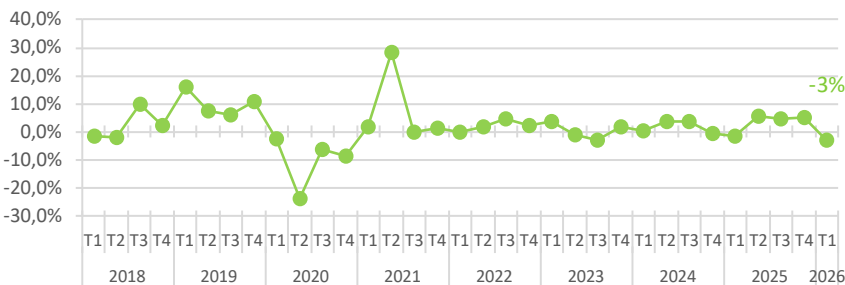
-3,0% ▼

EN 1 AN
ACTIVITÉ TRAVAUX PUBLICS DU TRIMESTRE
AU 1ER TRIM. 2026

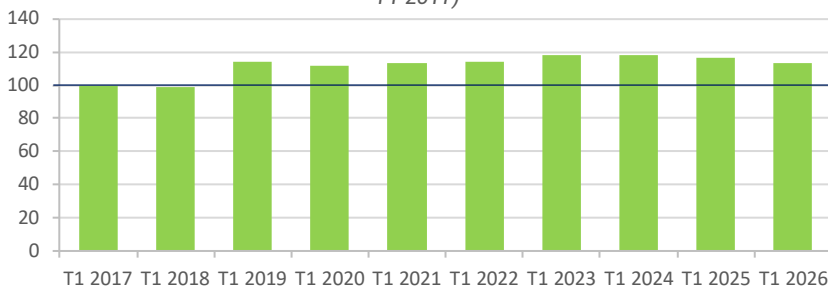
Évolution par rapport au T1 2025 de l'activité travaux publics (en valeur) enregistrée au T1 2026



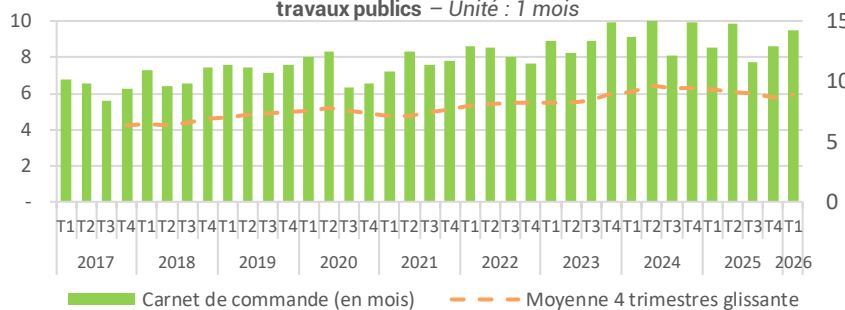
Évolution de l'activité travaux publics par rapport au même trimestre de l'année précédente (en valeur)



Évolution de l'activité travaux publics au T1 (en valeur, en base 100 au T1 2017)



Nombre de mois de travail garantis par les carnets de commande en travaux publics – Unité : 1 mois



9,5 mois

DE TRAVAIL GARANTI PAR LES CARNETS DE COMMANDE EN TRAVAUX PUBLICS

À FIN MARS 2026

1,0 mois ▲

EN 1 TRIMESTRE

L'activité Travaux Publics est en baisse ce premier trimestre de l'année 2026, affichant un recul de -3% du chiffre d'affaires (en valeur, en comparaison à un an plus tôt). Tous les corps de métiers sont dans le négatif en ce début d'année hormis les travaux électriques.

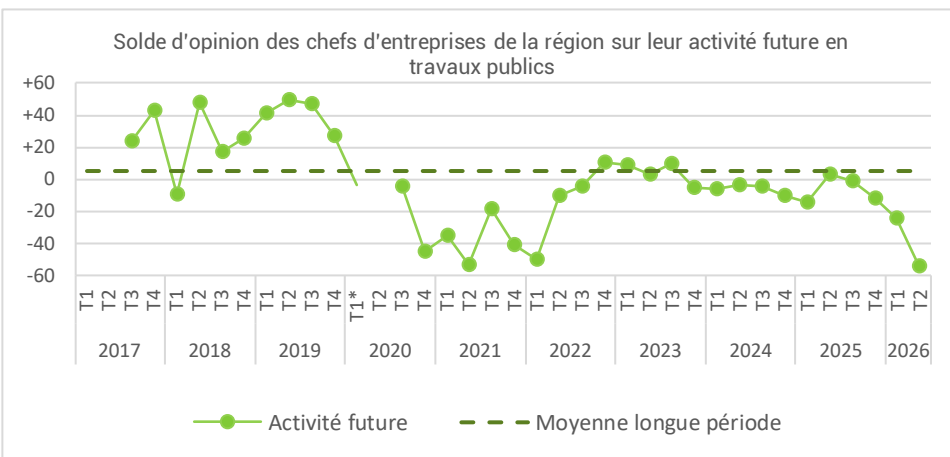
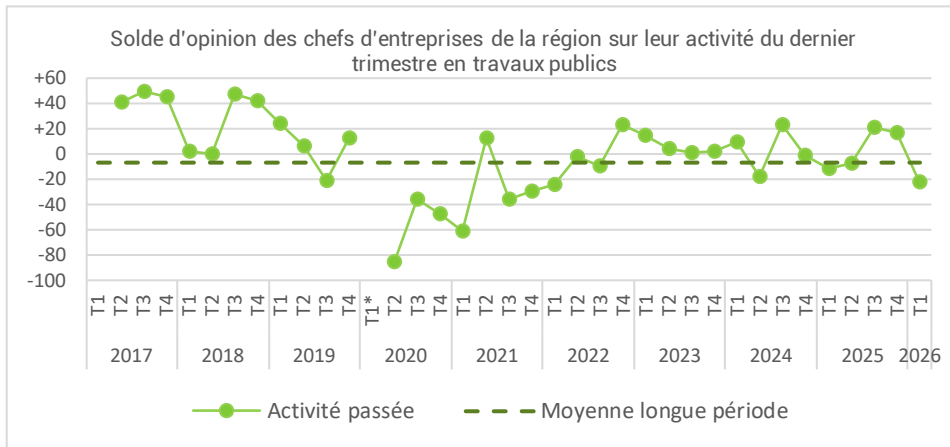
Ce trimestre, les carnets de commande sont en hausse comparé à l'an passé dans la région, avec 9,5 mois de travail garanti à fin mars 2026. Il est à noter que cette hausse en volume s'accompagne d'une baisse en valeur, témoignant d'un volume d'activité prévisionnel en repli mais étalé sur de plus longues périodes par les chefs d'entreprises, notamment afin de gérer leurs main-d'œuvre.

Source :
Enquête trimestrielle FRTP/CERC PACA



TRAVAUX PUBLICS

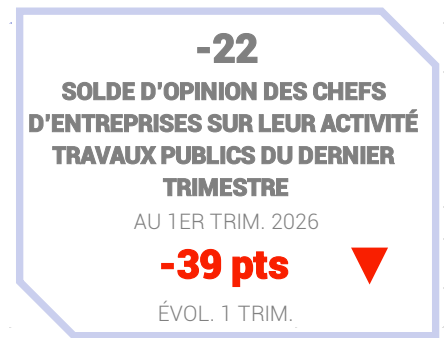
Opinion des chefs d'entreprises



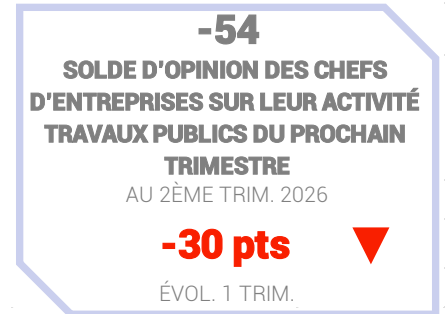
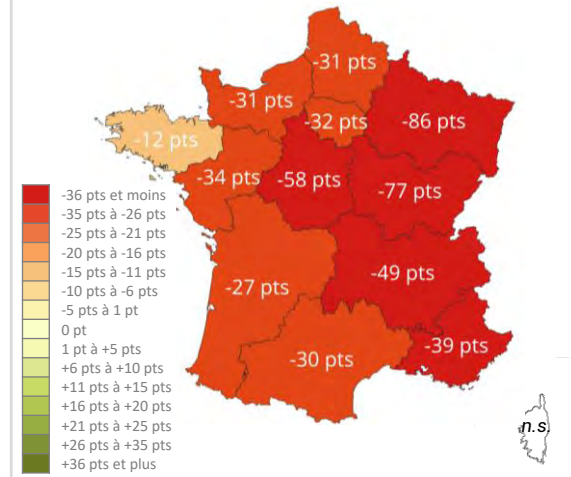
Note : Solde d'opinion = écart entre % des réponses « en hausse » et % des réponses « en baisse ».

Le ressenti des chefs d'entreprise sur leur activité Travaux Publics se dégrade nettement, que cela soit sur l'activité récente (solde d'opinion à -22, soit une baisse de -39 points en un trimestre) ou sur leur activité à venir (un solde d'opinion à -54, soit une chute de -30 pts en un trimestre). Le solde d'opinion sur l'activité future est même le plus bas enregistré depuis 9 ans, inférieur même à ce qu'on relevait lors des confinements Covid, signe d'une inquiétude pesante chez les entreprises de Travaux Publics de la région pour les mois à venir, notamment face à un début de mandat municipal flou dans deux des plus grosses collectivités régionales (changement de majorité à Nice et dans la métropole Nice-Côte d'Azur, budgets bloqués dans la métropole Aix-Marseille-Provence).

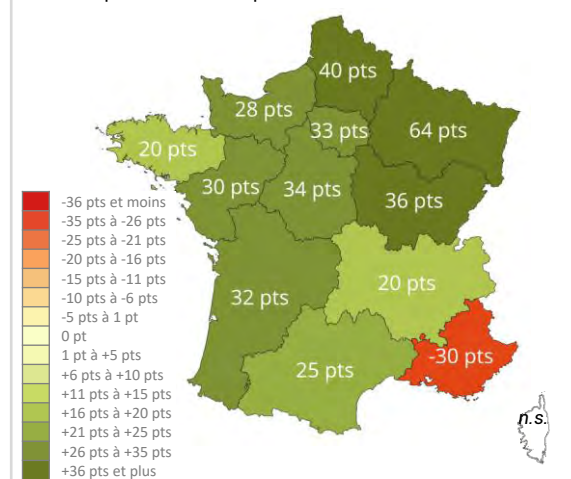
C'est d'autant plus marquant que Provence-Alpes-Côte d'Azur est la seule région de France où l'opinion pour l'activité future se dégrade ce trimestre, alors qu'un regain d'optimisme semble gagner les autres régions avec le démarrage du nouveau cycle électoral.



Évolution par rapport au T4 2025 du solde d'opinion des chefs d'entreprises de travaux publics sur leur activité du T1 2026



Évolution par rapport au T1 2026 du solde d'opinion des chefs d'entreprises de travaux publics sur leur activité du T2 2026



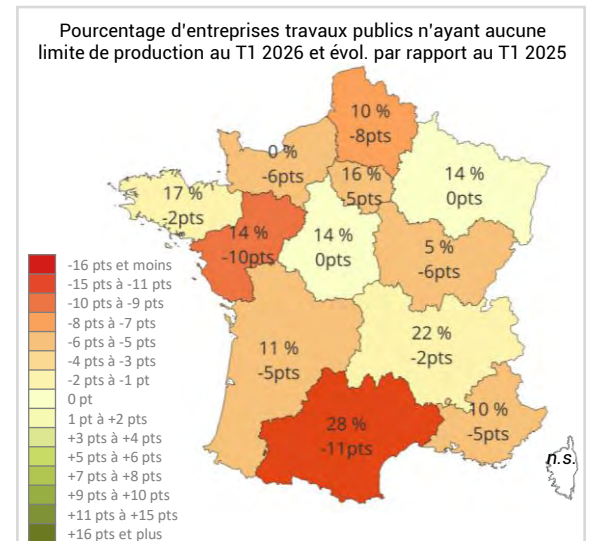
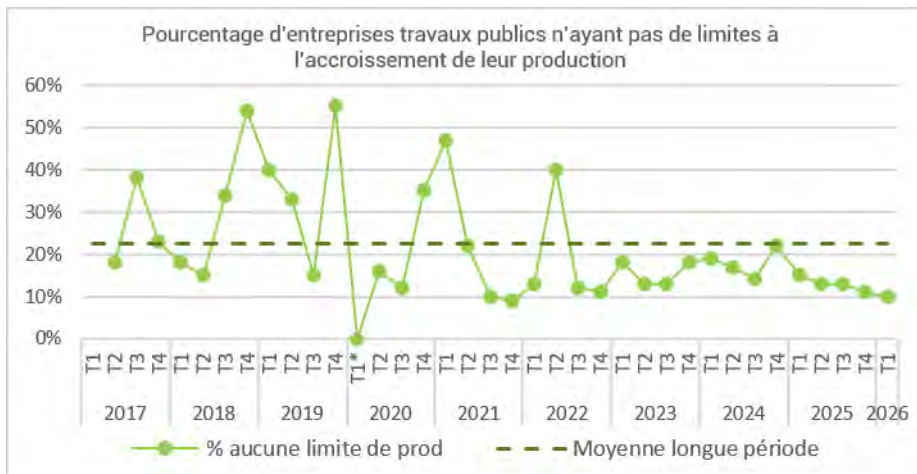
Source : Enquête trimestrielle FNTP/INSEE



TRAVAUX PUBLICS

Opinion des chefs d'entreprises

Opinion des chefs d'entreprise sur l'activité Travaux Publics	1 ^{er} trimestre 2026 - Evol 1 an		
Entreprises n'ayant pas de limites à l'accroissement de leur production (% d'entrep.)	10%	-5 pts	▼
Contraintes empêchant les entreprises d'augmenter leur production (% d'entrep.)			
Insuffisance de la demande	65%	+6 pts	▲
Insuffisance en personnel	11%	-14 pts	▼
Contraintes financières	25%	+10 pts	▲
Conditions climatiques	41%	-6 pts	▼
Insuffisance de matériel	1%	+0 pts	=
Autres facteurs	7%	+7 pts	▲



90% des entreprises de Travaux Publics indiquent avoir été limitées dans leur production ce trimestre, en hausse de +5 points en un an. Cette progression traduit un renforcement des contraintes pesant sur l'activité du secteur, confirmant que la majorité des entreprises continue d'opérer dans un environnement dégradé.

Les difficultés concernent essentiellement le manque de marchés : 65% des entreprises sont concernées, en hausse de +6 points en un an. La progression la plus marquante concerne les contraintes financières, citées par 25% des entreprises et en hausse de +10 points en un an. Cette tendance confirme une fragilisation plus large du secteur, affectant désormais la capacité des entreprises à maintenir leur activité et leurs investissements. Les conditions météorologiques de cet hiver ont également impacté l'avancement des chantiers et l'organisation de l'activité pour 2 entreprises sur 5.

Source :
Enquête trimestrielle FNTP/INSEE

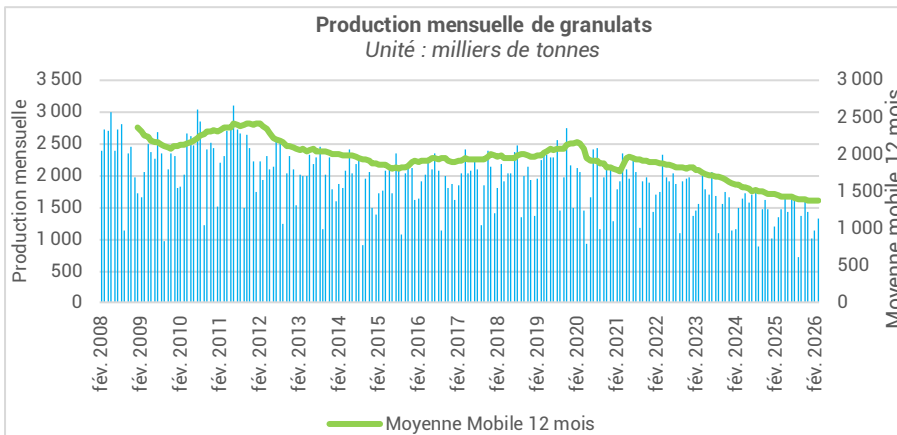
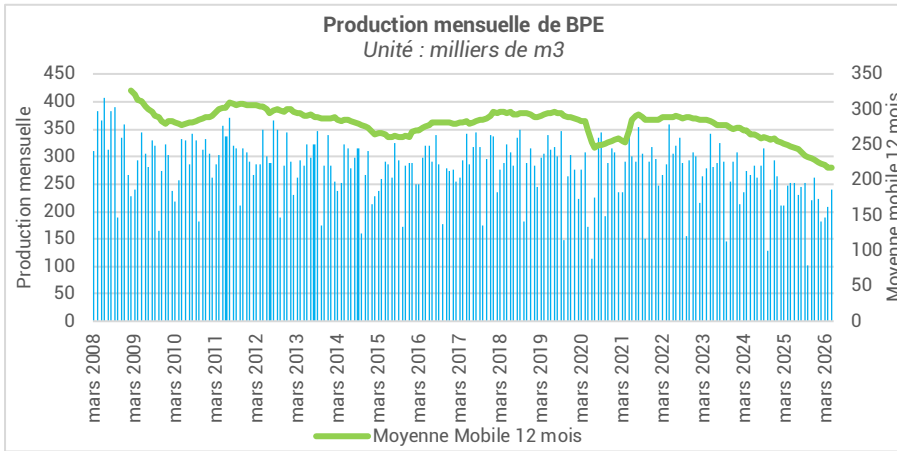




INDUSTRIE MATÉRIAUX

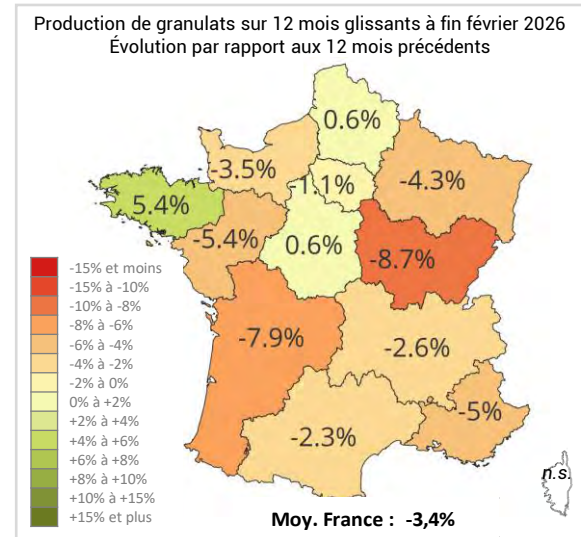
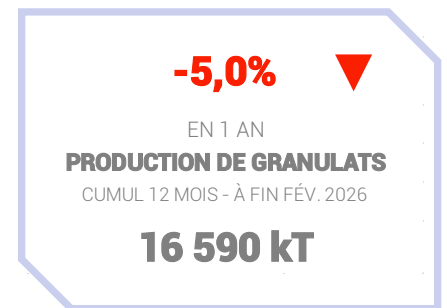
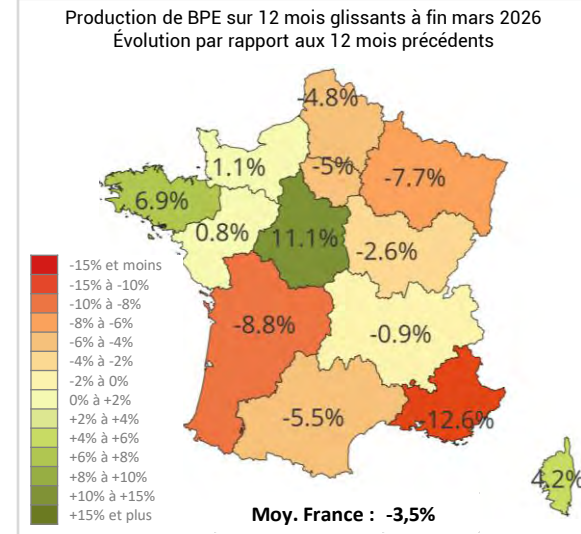
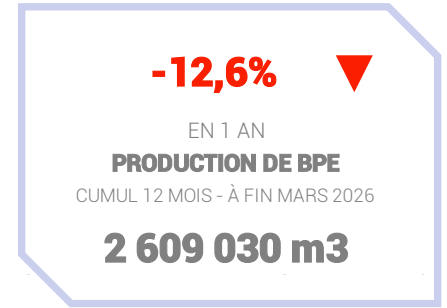
Production de Béton Prêt à l'Emploi (BPE) et de Granulats

La production de matériaux - Evol 1 an			
Production du mois			
Production de BPE en mars 2026	240 610 m3	-4,2%	▼
Prod. de Granulats en fév. 2026	1 337 m3	-0,8%	=
Production cumul 12 mois			
Production de BPE entre avril 2025 et mars 2026	2 609 030 m3	-12,6%	▼
Production de Granulats entre mars 2025 et fév. 2026	16 590 kt	-5,0%	▼



Malgré un redémarrage de la construction, la production de béton prêt à l'emploi reste en repli : le volume livré s'affiche en baisse de -12,6% sur les douze derniers mois (à fin mars 2026) par rapport aux douze mois précédents. De fait, si la progression des mises en chantiers est visible dans la région, cela ne se traduira qu'à plus long-terme pour la production de BPE, cette dernière se faisant tout au long de la construction et non immédiatement au lancement du chantier. Ainsi, si l'activité BPE reste morose, la légère amélioration du rythme constructif laisse espérer un futur redressement de la livraison de BPE, ou du moins un arrêt de la baisse.

Le secteur des granulats n'échappe pas non plus à la morosité puisque la production régionale de granulats a chuté de -5% en cumul 12 mois à fin février 2026 par rapport à la même période l'année dernière. Mais cela s'explique aussi sans doute par l'utilisation de plus en plus importante de matériaux secondaires.

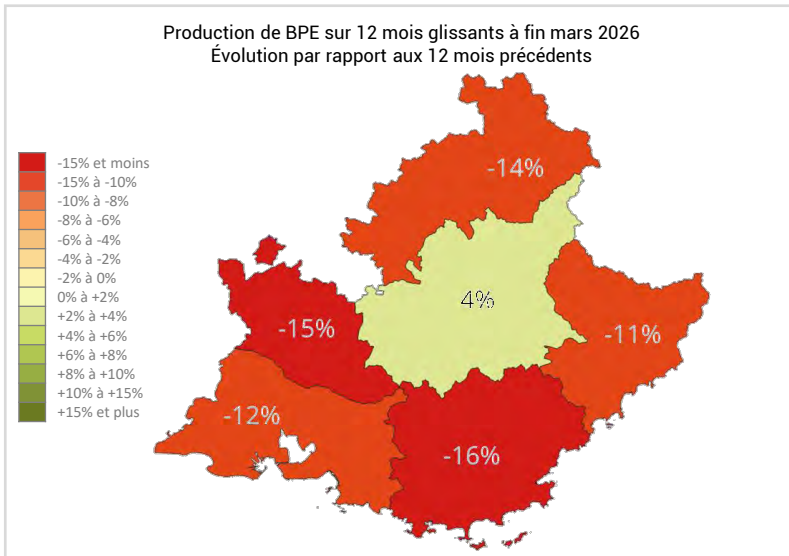


Sources : UNICEM pour le BPE et les granulats, SFIC pour le ciment (données brutes, non cvs, non cjo)





Production de Béton Prêt à l'Emploi (BPE)



Comme au niveau régional, la production de BPE est en recul dans l'ensemble des départements à l'exception des **Alpes-de-Haute-Provence** (+4% de BPE livrés sur les douze derniers mois à fin mars 2026 par rapport aux douze mois précédents). Ce repli général se poursuit, malgré le redémarrage progressif de la construction neuve, qui devrait à terme soutenir la demande en béton prêt à l'emploi.

La baisse la plus marquée est observée dans le département du **Var** qui affiche un repli de -16% en un an (à fin mars 2026), traduisant un essoufflement net des chantiers après plusieurs années de dynamisme post-Covid.

Les départements du **Vaucluse** (-15%), des **Hautes-Alpes** (-14%), des **Bouches-du-Rhône** (-12%) et des **Alpes-Maritimes** (-11%) connaissent également des baisses importantes ces douze derniers mois.

Source :
UNICEM pour le BPE
(données brutes, non cvs, non cjo)

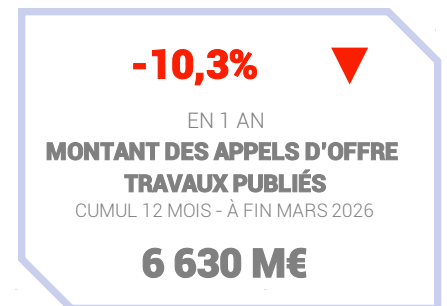
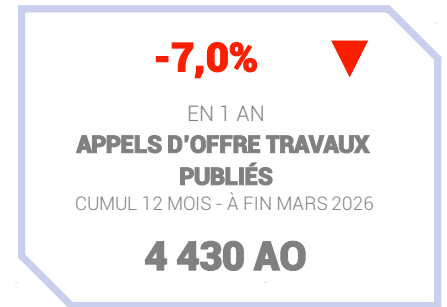




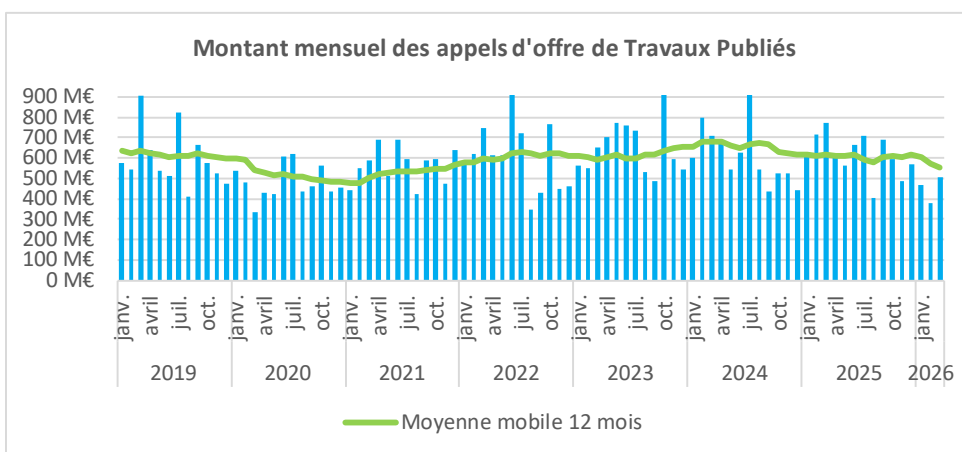
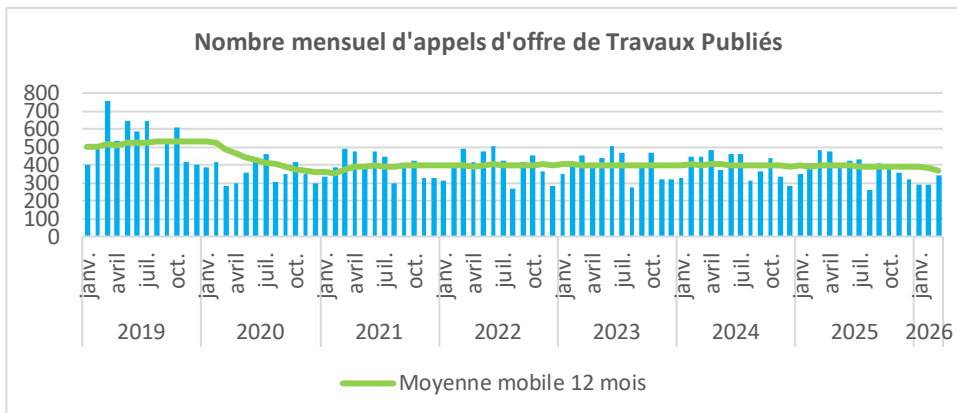
COMMANDE PUBLIQUE

Marchés publics de travaux

Nombre de marchés publics de travaux publiés	Cumul 12 mois à mars 2026 - Evol 1 an		
Total des AO publiés	4 430 AO	-7,0%	▼
dont bâtiment*	2 320 AO	-4,9%	▼
dont TP*	1 530 AO	-10,4%	▼
dont pôle local	2 510 AO	-11,2%	▼
dont conseils territoriaux	310 AO	-8,9%	▼
dont Etat	530 AO	-7,1%	▼
dont autres	1 090 AO	-4,8%	▼
Montants des marchés publics de travaux publiés	Cumul 12 mois à mars 2026 - Evol 1 an		
Total des AO publiés	6,6 Md€	-10,3%	▼
dont bâtiment*	2,6 Md€	+2,3%	▲
dont TP*	2,2 Md€	-12,4%	▼
dont pôle local	2,8 Md€	-16,6%	▼
dont conseils territoriaux	0,6 Md€	-10,0%	▼
dont Etat	0,8 Md€	-15,4%	▼
dont autres	0,3 Md€	+0,2%	=



*Une partie des appels d'offre recouvre les deux secteurs d'activité sans distinction et n'ont donc pas pu être recensé ici.



La commande publique est en baisse en volume dans la région : 4 430 appels d'offres de travaux ont été publiés sur les douze derniers mois à fin mars 2026.

On observe une diminution à la fois des marchés du Bâtiment (-4,9%) et des Travaux Publics (-10,4%).

La baisse des achats publics de travaux est également plus visible pour le pôle local (-11,2%), principal pourvoyeur de marchés de travaux (58% des marchés publiés dans la région).

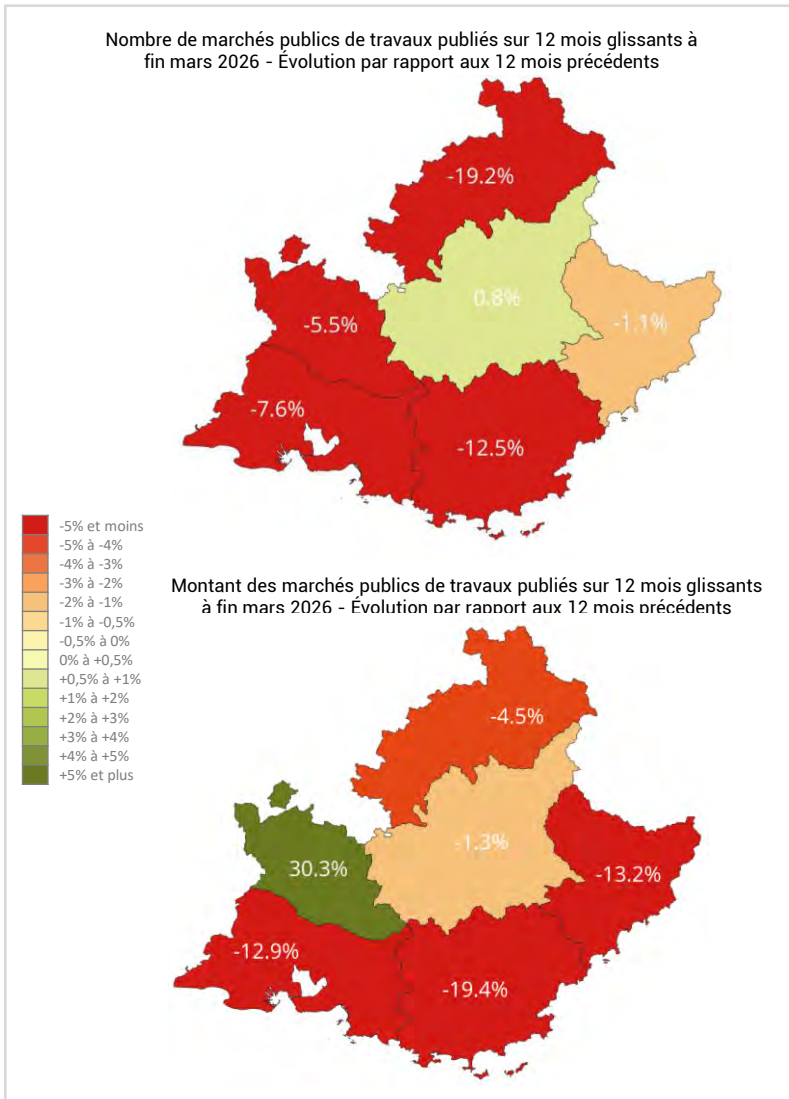
La valeur de la commande publique enregistre également une baisse sur les douze derniers mois (-10,3%). Cette baisse masque toutefois des évolutions contrastées : les marchés de Bâtiment affichent une hausse de +2,3%, alors que les Travaux Publics reculent de -12,4% sur douze mois.

Source : VecteurPlus





Marchés publics de travaux



À l'échelle territoriale, le **Var** se démarque avec une forte baisse de la commande publique, en volume (-12,5% de marchés publiés) tout comme en valeur (-19,4% du montant attribué, repli le plus important de la région). Ce dynamisme traduit l'absence de projets structurants sur ce territoire. Il en est de même dans les **Bouches-du-Rhône** et les **Alpes-Maritimes** où les achats publics chutent respectivement de -7,6% et -1,1% en volume et de -12,9% et de -13,2% en valeur.

Les **Hautes-Alpes** affichent la plus forte baisse en volume de la région avec -19,2% de marchés publiés sur les 12 derniers mois. La baisse en valeur y est plus contenue (-4,5%).

Le **Vaucluse** constitue le seul territoire qui enregistre une progression en valeur (+30,3%) malgré un volume qui a chuté de -5,5%.

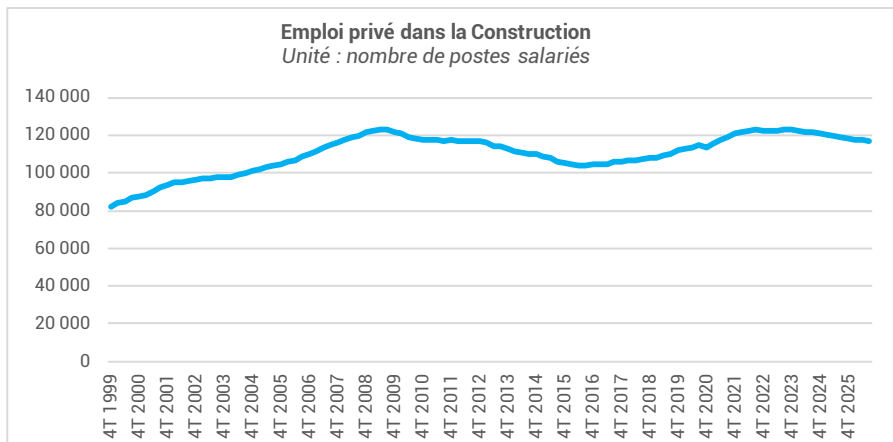
Dans les **Alpes-de-Haute-Provence**, le volume de marchés publiés est quasi stable (+0,8%) mais la valeur recule légèrement (-1,3% en cumul sur les 12 derniers mois).



APPAREIL DE PRODUCTION

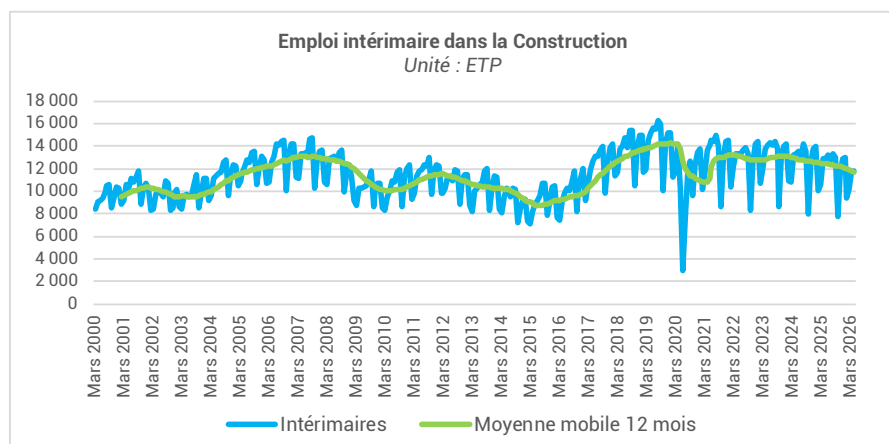
Emploi salarié et intérimaire

Emploi salarié dans la Construction (emploi privé)	4 ^e trimestre 2025 - Evol 1 an		
Nombre de postes salariés Construction	117 093 sal.	-1,4%	▼



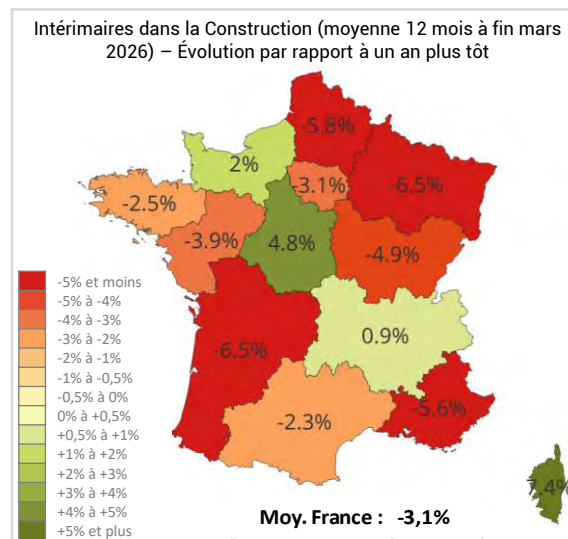
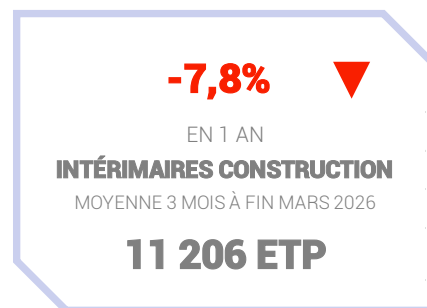
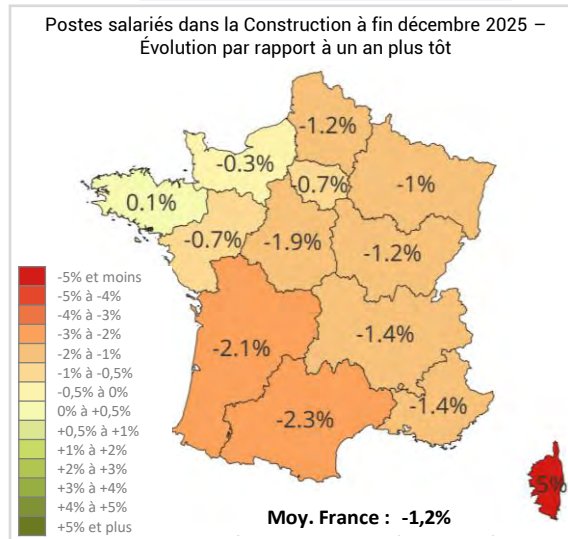
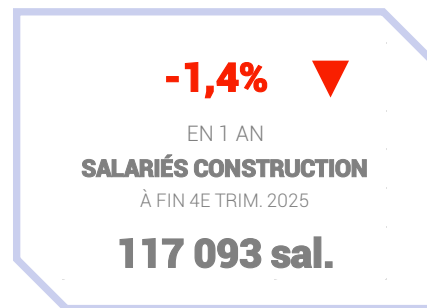
Alors que le nombre de postes salariés dans la construction a progressé à un rythme régulier depuis fin 2015, même lors de la crise Covid, l'emploi salarié décroît depuis l'été 2023. À fin décembre 2025, le nombre de postes salariés dans le secteur Construction régional s'affiche ainsi en repli de -1,4% comparé à son volume de l'année précédente.

Emploi intérimaire Construction (en équivalents temps plein - brut)	Mars 2026 - Evol 1 an		
Intérimaires Construction en Mars 2026	11 777 ETP	-8,7%	▼
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 3 derniers mois à fin Mars 2026	11 206 ETP	-7,8%	▼
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 12 derniers mois à fin Mars 2026	11 750 ETP	-5,6%	▼



À fin mars 2026, l'emploi intérimaire, considéré comme la variable d'ajustement de la main-d'œuvre pour faire face aux variations d'activité, continue de chuter, en vision de court-terme (-7,8% sur les trois derniers mois comparés aux mêmes trois mois de 2025) comme de long-terme (-5,6% sur les douze derniers mois).

Note : Le secteur « Construction » s'entend comme défini par l'INSEE dans sa nomenclature NAF. Il recouvre les codes APE se rapportant au gros-œuvre, au second-œuvre, aux travaux publics mais également aux métiers de la promotion immobilière et des loueurs de matériel. En revanche, il ne couvre pas les métiers de l'industrie des matériaux.



Sources :

Emploi-salarié : ACOSS-URSSAF (données cvs)

Les données correspondent à un nombre de postes salariés

Emploi intérimaire : DARES (données brutes en équivalent temps plein)

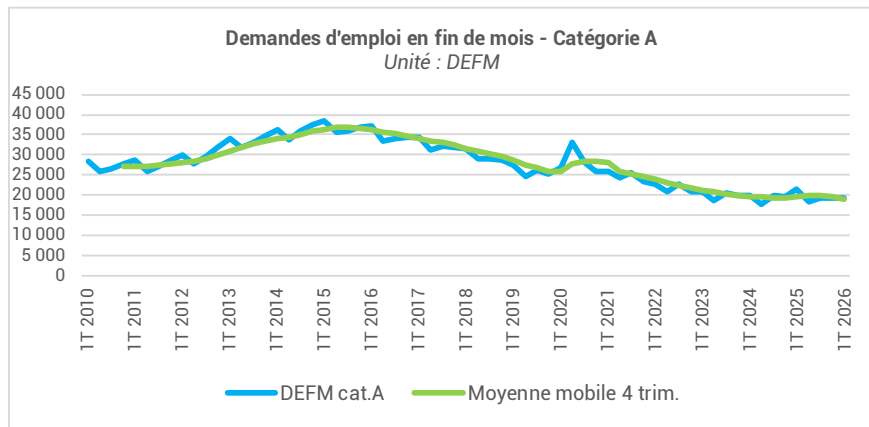
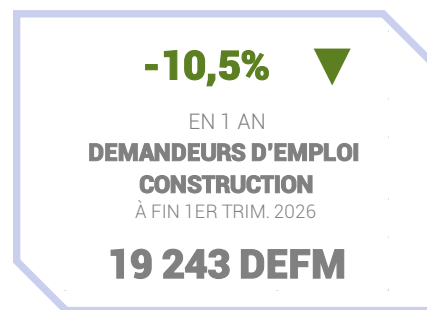




APPAREIL DE PRODUCTION

Demande d'emploi et embauches

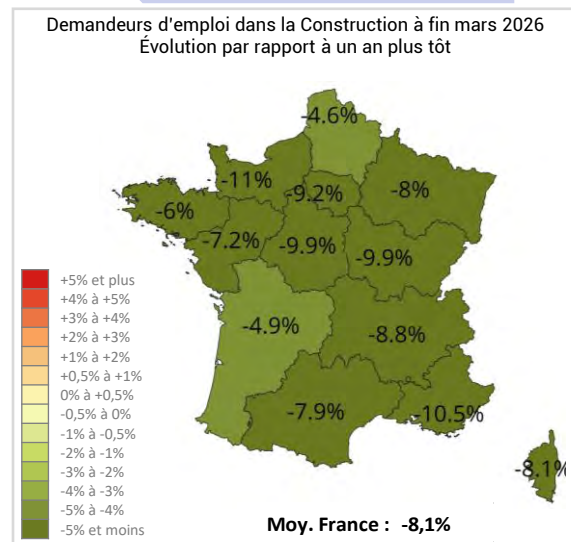
Demandes d'emplois en fin de mois (catégorie A)	1 ^{er} trimestre 2026 - Evol 1 an		
DEFM Construction	19 243 DEFM	-10,5%	▼
DEFM tous secteurs économiques	285 579 DEFM	-4,5%	▼
% Construction / Ensemble de l'activité	7%	-0,5	▼



Le nombre de demandeurs d'emploi en Catégorie A (c'est-à-dire les personnes sans activité et tenues de chercher un emploi) dans le secteur Construction baisse fortement en ce début d'année 2026 (-10,5%).

Cette baisse est toutefois à prendre avec précaution car très fortement liée à la loi pour le plein emploi entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2025 et ayant entraîné un large ajustement administratif et statistique des demandeurs d'emploi ; en effet, l'intégration de nouveaux profils dans les statistiques France Travail (jeunes, bénéficiaires du RSA, etc.), d'abord comptabilisés en catégorie A avant la création de catégories spécifiques, a entraîné une hausse artificielle des demandeurs d'emploi au 1^{er} trimestre 2025, tandis que le durcissement des règles d'inscription à France Travail a entraîné une hausse des radiations (et donc des sorties des statistiques officielles) les trimestres suivants.

Il est tout de même à noter que ces biais de lecture existent pour tous les secteurs d'activité et que, malgré cela, la baisse des demandeurs d'emploi dans la Construction est plus que dans l'ensemble de l'activité régionale.



Note : Le secteur « Construction » s'entend comme défini par l'INSEE dans sa nomenclature NAF. Il recouvre les codes APE se rapportant au gros-œuvre, au second-œuvre, aux travaux publics mais également aux métiers de la promotion immobilière et des loueurs de matériel. En revanche, il ne couvre pas les métiers de l'industrie des matériaux.

Sources :
DEFM : Pôle emploi-DARES, STMT (Statistiques Mensuelles du marché du travail). Données brutes

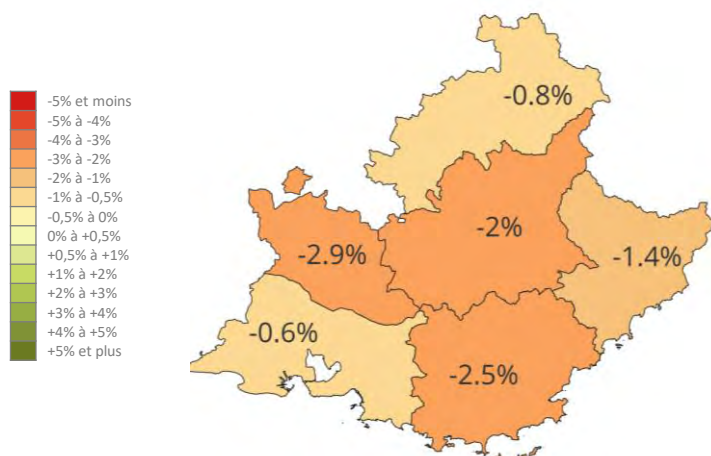




APPAREIL DE PRODUCTION

Emploi salarié et intérimaire, demande d'emploi et embauches

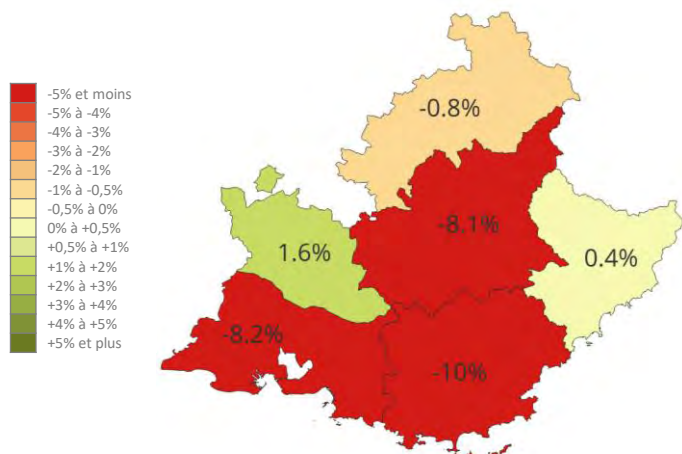
Postes salariés dans la Construction à fin décembre 2025 – Évolution par rapport à un an plus tôt



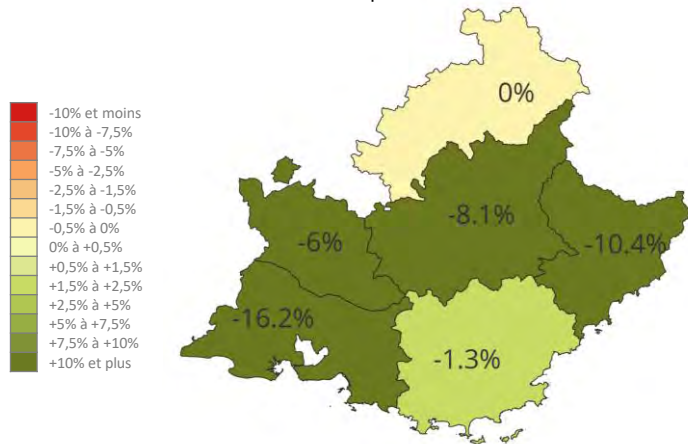
L'emploi dans la filière Construction, qu'il soit salarié ou intérimaire, recule dans tous les départements, à plus ou moins forte intensité. Seul le **Vaucluse**, où les chiffres de la Construction s'affichent en positif sur l'ensemble des indicateurs, et dans une moindre mesure dans les **Alpes-Maritimes**, qui montrent des signaux faibles de reprise, affichent une progression de l'emploi intérimaire sur les douze derniers mois.

Paradoxalement, le Vaucluse affiche la plus forte baisse de l'emploi salarié entre fin 2024 et fin 2025 (d'où probablement le besoin de recruter des intérimaires), tandis que les **Alpes-de-Haute-Provence**, les **Bouches-du-Rhône** et surtout le **Var**, où les indicateurs conjoncturels sont tous dans le rouge, affichent la plus forte baisse de l'emploi intérimaire.

Intérimaires dans la Construction (moyenne 12 mois à fin mars 2026) – Évolution par rapport à un an plus tôt



Demandeurs d'emploi dans la Construction à fin mars 2026 – Évolution par rapport à un an plus tôt



Note : Le secteur « Construction » s'entend comme défini par l'INSEE dans sa nomenclature NAF. Il recouvre les codes APE se rapportant au gros-œuvre, au second-œuvre, aux travaux publics mais également aux métiers de la promotion immobilière et des loueurs de matériel. En revanche, il ne couvre pas les métiers de l'industrie des matériaux.

Sources :

Emploi-salarié : ACOSS-URSSAF (données cvs)

Les données correspondent à un nombre de postes salariés

Emploi intérimaire : DARES (données brutes en équivalent temps plein)

DEFM : Pôle emploi-DARES, STMT (Statistiques Mensuelles du marché du travail). Données brutes

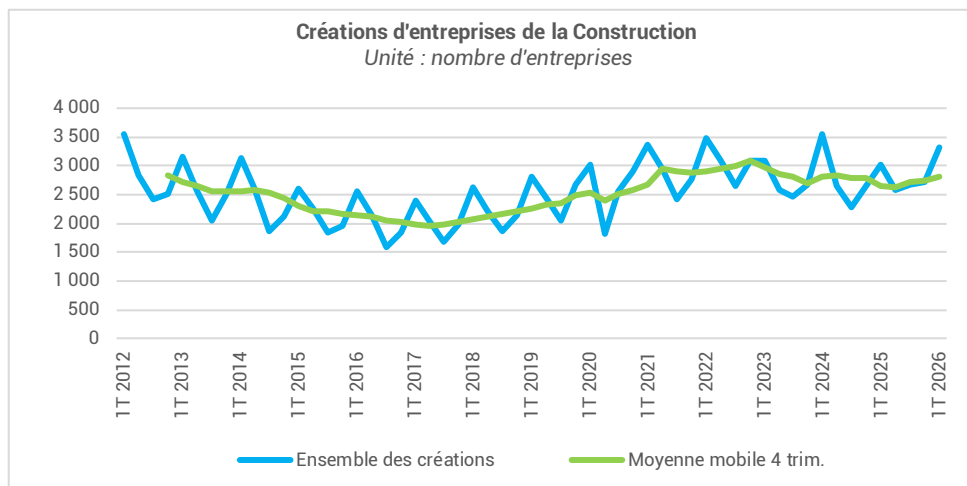




APPAREIL DE PRODUCTION

Créations d'entreprises

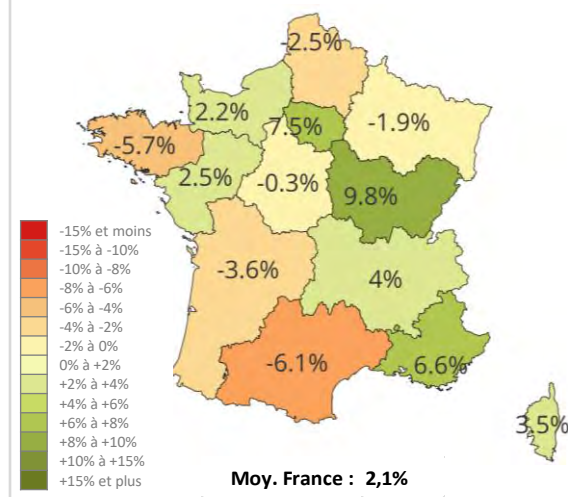
Créations d'entreprises dans le secteur de la Construction	1er trim. 2026 - Evol 1 an		
Créations au cours du trimestre	3 312 créations	+10,1%	▲
Dont créations hors micro-entrepreneurs	1 207 créations	+10,4%	▲
Créations cumulées au cours des 4 derniers trimestres	11 281 créations	+6,6%	▲
Dont créations hors micro-entrepreneurs	4 116 créations	+8,5%	▲



Les créations d'entreprises progressent de +6,6% en un an à fin mars 2026, après une période de fluctuation observée entre 2024 et 2025. Cette hausse concerne à la fois les micro-entreprises et les entreprises hors de ce statut.

Cela peut paraître paradoxal alors que l'activité Construction est morose, mais c'est un phénomène assez fréquent en phase de ralentissement économique ; en effet, ces créations d'entreprises sont très probablement dues à des salariés licenciés ou des intérimaires sans activité, à des artisans en sous-activité qui préfèrent se mettre à leur compte ou à des professionnels qui souhaitent cumuler plusieurs donneurs d'ordre plutôt qu'un emploi salarié incertain. Autrement dit, une partie de ces créations reflète une adaptation à la crise plutôt qu'une anticipation de forte croissance.

Créations d'entreprises de la Construction sur douze mois glissants à fin mars 2026 – Évolution par rapport à un an plus tôt



Notes : Le secteur « Construction » s'entend comme défini par l'INSEE dans sa nomenclature NAF. Il recouvre les codes APE se rapportant au gros-œuvre, au second-œuvre, aux travaux publics mais également aux métiers de la promotion immobilière et des loueurs de matériel. En revanche, il ne couvre pas les métiers de l'industrie des matériaux.

Par ailleurs, les nouvelles immatriculations n'entraînent pas forcément du chiffre d'affaires immédiat et ne présagent en rien la pérennité des entreprises ainsi créées. De plus, dans les statistiques de l'INSEE, les immatriculations peuvent également correspondre à des transformations juridiques ou des réorganisations d'activité ; le nombre d'entités juridiques peut donc augmenter quand le volume d'activité baisse et inversement.

Source : INSEE (données brutes)

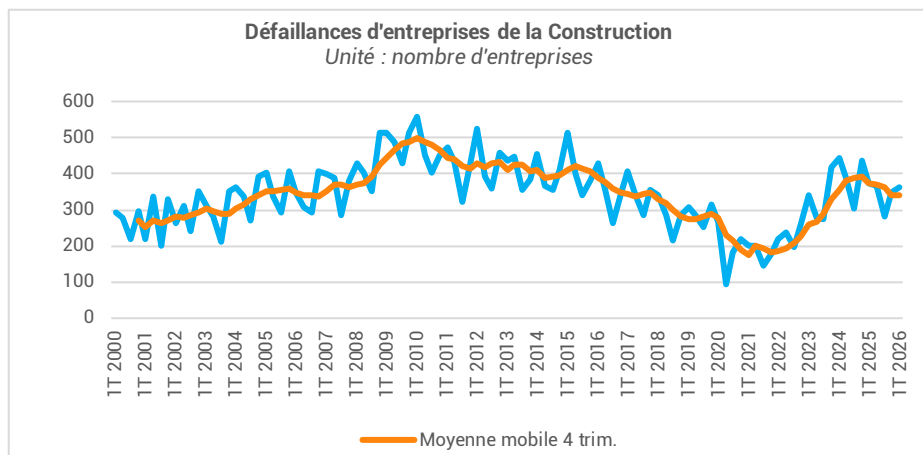
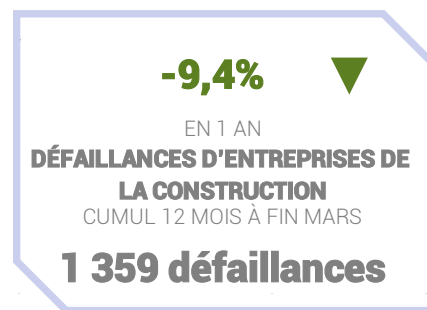




APPAREIL DE PRODUCTION

Défaillances d'entreprises

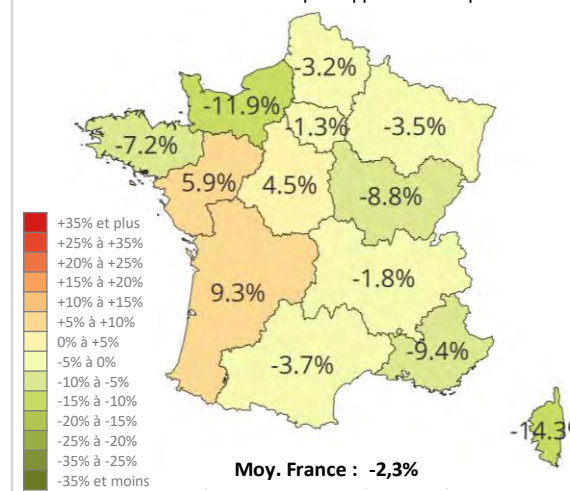
Défaillances d'entreprises dans le secteur de la Construction	1er trim. 2026 - Evol 1 an		
Défaillances au cours du trimestre	362 défaillances	-2,9%	▼
Défaillances cumulées des 4 derniers trim.	1 359 défaillances	-9,4%	▼



Avertissements : Les défaillances comptabilisées concernent des entreprises en tant qu'unités légales (entités identifiées par un SIREN). Ces unités légales défaillantes au cours d'une année civile N sont identifiées grâce à la collecte exhaustive des événements judiciaires par la Banque de France. Les dénombrements couvrent les redressements et liquidations judiciaires, en date de jugement. Ces séries sont stabilisées dans un laps de temps de deux mois. Ce mode de collecte atténue la volatilité des séries comparativement aux statistiques en date de publication.

La Banque de France ne fournit désormais plus de données détaillées concernant les effectifs salariés des entreprises défaillantes. Les informations présentées sont donc limitées aux données disponibles.

Entreprises de la Construction défaillantes sur 12 mois glissants à fin mars 2026 – Évolution par rapport à un an plus tôt



Sur les douze derniers mois à fin mars 2026, la Banque de France a recensé 1 359 défaillances d'entreprises dans la région, en recul de -9,4% comparé aux douze mois précédents. Cette baisse se faisant à partir d'un niveau très haut, les volumes de défaillances restent encore particulièrement élevés.

Note : Le secteur « Construction » s'entend comme défini par l'INSEE dans sa nomenclature NAF. Il recouvre les codes APE se rapportant au gros-œuvre, au second-œuvre, aux travaux publics mais également aux métiers de la promotion immobilière et des loueurs de matériel. En revanche, il ne couvre pas les métiers de l'industrie des matériaux.

Source :
Banque de France (données brutes)



PRINCIPALES TENDANCES DÉPARTEMENTALES SUR UN AN*

Alpes-de-Haute-Provence

		Evol N-1	
Autorisations logements	1 090 logts	+9,0%	▲
Mises en chantier logements	750 logts	+63,8%	▲
Mise en ventes de logements	200 logts	+62,1%	▲
Réservations de logements	120 logts	+59,5%	▲
Autorisations locaux	79 mill. m ²	+0,9%	►
Mises en chantier locaux	36 mill. m ²	+12,3%	▲
Activité du trimestre Travaux Publics		-9,9%	▼
Activité cumulée Travaux Publics		-9,9%	▼
BPE	136 740 m3	+4,4%	▲
Nombre Appels Offre publiés	300 AO	+0,8%	►
Montant Appels Offre publiés	360 M€	-1,3%	▼
Salariés	3 344 sal.	-2,0%	▼
Intérimaires	320 ETP	-7,4%	▼
Dem. d'emplois	644 DEFM	-8,1%	▼

Alpes-Maritimes

		Evol N-1	
Autorisations logements	3 960 logts	+4,8%	▲
Mises en chantier logements	3 500 logts	-14,6%	▼
Mise en ventes de logements	1 380 logts	+0,6%	►
Réservations de logements	1 560 logts	+0,6%	►
Autorisations locaux	224 mill. m ²	-36,7%	▼
Mises en chantier locaux	100 mill. m ²	-7,0%	▼
Activité du trimestre Travaux Publics		-4,7%	▼
Activité cumulée Travaux Publics		-4,7%	▼
BPE	568 890 m3	-11,0%	▼
Nombre Appels Offre publiés	1 000 AO	-1,1%	▼
Montant Appels Offre publiés	1610 M€	-13,2%	▼
Salariés	24 102 sal.	-1,4%	▼
Intérimaires	2 313 ETP	+2,3%	▲
Dem. d'emplois	4 038 DEFM	-10,4%	▼

Var

		Evol N-1	
Autorisations logements	5 610 logts	+3,1%	▲
Mises en chantier logements	4 570 logts	+29,9%	▲
Mise en ventes de logements	1 150 logts	-5,5%	▼
Réservations de logements	1 030 logts	-13,8%	▼
Autorisations locaux	307 mill. m ²	-22,2%	▼
Mises en chantier locaux	246 mill. m ²	+4,8%	▲
Activité du trimestre Travaux Publics		-2,4%	▼
Activité cumulée Travaux Publics		-2,4%	▼
BPE	608 720 m3	-16,2%	▼
Nombre Appels Offre publiés	930 AO	-12,5%	▼
Montant Appels Offre publiés	1190 M€	-19,4%	▼
Salariés	22 457 sal.	-2,5%	▼
Intérimaires	1 973 ETP	-14,4%	▼
Dem. d'emplois	3 858 DEFM	-1,3%	▼

Hautes-Alpes

		Evol N-1	
Autorisations logements	1 110 logts	-26,5%	▼
Mises en chantier logements	860 logts	-30,5%	▼
Mise en ventes de logements	220 logts	-30,4%	▼
Réservations de logements	280 logts	-1,8%	▼
Autorisations locaux	105 mill. m ²	+52,1%	▲
Mises en chantier locaux	43 mill. m ²	-42,5%	▼
Activité du trimestre Travaux Publics		-0,9%	►
Activité cumulée Travaux Publics		-0,9%	►
BPE	85 540 m3	-14,3%	▼
Nombre Appels Offre publiés	290 AO	-19,2%	▼
Montant Appels Offre publiés	340 M€	-4,5%	▼
Salariés	3 934 sal.	-0,8%	►
Intérimaires	587 ETP	+5,6%	▲
Dem. d'emplois	431 DEFM	=	►

Bouches-du-Rhône

		Evol N-1	
Autorisations logements	10 720 logts	+10,5%	▲
Mises en chantier logements	8 030 logts	+1,5%	▲
Mise en ventes de logements	1 420 logts	-25,5%	▼
Réservations de logements	1 840 logts	-7,4%	▼
Autorisations locaux	1 198 mill. m ²	-16,5%	▼
Mises en chantier locaux	613 mill. m ²	+11,2%	▲
Activité du trimestre Travaux Publics		-3,5%	▼
Activité cumulée Travaux Publics		-3,5%	▼
BPE	898 770 m3	-12,3%	▼
Nombre Appels Offre publiés	1 370 AO	-7,6%	▼
Montant Appels Offre publiés	2090 M€	-12,9%	▼
Salariés	50 524 sal.	-0,6%	►
Intérimaires	4 911 ETP	-11,7%	▼
Dem. d'emplois	7 933 DEFM	-16,2%	▼

Vaucluse

		Evol N-1	
Autorisations logements	3 970 logts	+49,9%	▲
Mises en chantier logements	2 290 logts	+13,2%	▲
Mise en ventes de logements	510 logts	+70,1%	▲
Réservations de logements	230 logts	-33,8%	▼
Autorisations locaux	353 mill. m ²	-3,7%	▼
Mises en chantier locaux	202 mill. m ²	+3,6%	▲
Activité du trimestre Travaux Publics		+0,1%	►
Activité cumulée Travaux Publics		+0,1%	►
BPE	310 370 m3	-15,0%	▼
Nombre Appels Offre publiés	480 AO	-5,5%	▼
Montant Appels Offre publiés	820 M€	+30,3%	▲
Salariés	12 732 sal.	-2,9%	▼
Intérimaires	1 101 ETP	-1,7%	▼
Dem. d'emplois	2 338 DEFM	-6,0%	▼

Sources utilisées dans cette note de conjoncture :

-SDES, Sit@del2 (logements en date réelle estimée et locaux en date de prise en compte)
-SDES, ECLN (données brutes)

-Réseau des CERC, résultats enquête entretien-rénovation
-FNTP/INSEE
-Enquête FRTP/CERC
-UNICEM (données brutes)

-VecteurPlus
-ACOSS-URSSAF (données cvs)
-DARES (données brutes)
-INSEE (données brutes)
-Banque de France (données brutes)

* Evolution sur 1 an par rapport à la même période N-1

- Autorisations et mises en chantier de logements au cours des 12 derniers mois à fin avril 2026
- Autorisations et mises en chantier de locaux au cours des 12 derniers mois à fin avril 2026
- Mises en vente et réservations de logements neufs au cours des 12 derniers mois à fin mars 2026
- Activité Travaux Publics : évolution du chiffre d'affaires au 1er trim. 2026 comparé au 1er trim. 2025 en valeur
- Activité cumulée Travaux Publics : évolution du chiffre d'affaires cumulé depuis le début de l'année au 1er trim. 2026 comparé à un an plus tôt en valeur
- BPE : production brute de BPE des 12 derniers mois à fin mars 2026
- Nombre et montants des appels d'offre travaux publiés au cours des 12 derniers mois à fin mars 2026
- Salariés : effectifs salariés, en nombre de postes, à fin 4e trim. 2025
- Intérimaires : effectifs intérimaires employés dans la Construction, en ETP brut - moyenne 3 mois à fin mars 2026
- Dem. d'emplois : demandeurs d'emploi en fin de mois de catégorie A dans la Construction à fin 1er trim. 2026



CERC Provence-Alpes-Côte d'Azur
Tél. : 04-88-22-66-50
Mail : cerc.paca@gmail.com
www.cerc-paca.fr

Avec le concours des Membres du GIE Réseau des CERC

